

Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'assainissement

Année 2019

COMMUNAUTE DE COMMUNES TERRES TOULOISES
Rue du Mémorial du Génie
54200 ECROUVES
Tél. : 03.83.43.23.76
Fax : 03.83.63.27.70

Les chiffres du service

Habitants raccordables

DSP : 32 772

REGIE : 12 310 dont 6722 avec STEP

Abonnés

DSP : 10935 ; REGIE : 5 339

Installations de dépollution

17 dont DSP : 4 ; Régie : 13

Capacité de dépollution

43 218 EH dont DSP : 35 850 EH ; Régie : 7 368 EH

Longueur de réseau

496,7 km dont DSP : 350,7 km et Régie : 146 km

Volume traité

DSP : 2 992 985 m³

REGIE : 368 431 m³

Taux de conformité des rejets

DSP : 100%

REGIE : 88%

Les communes adhérentes

AINGERAY, ANDILLY, ANSAUVILLE,
AVRAINVILLE, BICQUELEY, BOIS DE HAYE,
BOUCQ, BOUVRON, BRULEY, CHARMES-LA-COTE,
CHAUDENEY-SUR-MOSELLE, CHOLOY-MENILLOT,
DOMEVRE EN HAYE, DOMGERMAIN, DOMMARTIN-LES-TOUL,
ECROUVES, FONTENOY-SUR-MOSELLE, FOUG,
FRANCHEVILLE, GONDREVILLE, GROSROUVRES,
GYE, JAILLON, LAGNEY, LANEUVEVILLE-DERRIERE-FOUG,
LAY-SAINT-REMY, LUCEY, MANONCOURT-EN-WOEVRE,
MANONVILLE, MENIL-LA-TOUR, MINORVILLE,
NOVANT AUX PRES, PAGNEY-DERRIERE-BARINE,
PIERRE-LA-TREICHE, ROYAUMEIX, SANZEY, TOUL,
TREMBLECOURT, TRONDES, VILLEY-LE-SEC,
VILLEY-SAINT-ETIENNE

L'essentiel de l'année 2019

- Lancement de la procédure de recrutement d'un prestataire de service pour l'exploitation des grosses stations d'épuration du territoire (Aingeray, Gondreville et Toul)
- Finalisation des études d'assainissement de Trondes
- Renforcement du service, en vue de l'élargissement de la régie en 2020
- Installation en fin d'année d'une supervision pour les sites télégérés

Durant cette année, la collectivité s'est attachée à :

- A prendre en charge les systèmes d'assainissement nouvellement intégrés ;
- A achever les travaux d'assainissement sur les communes de Charmes la Cote et Domgermain « village »

Sommaire

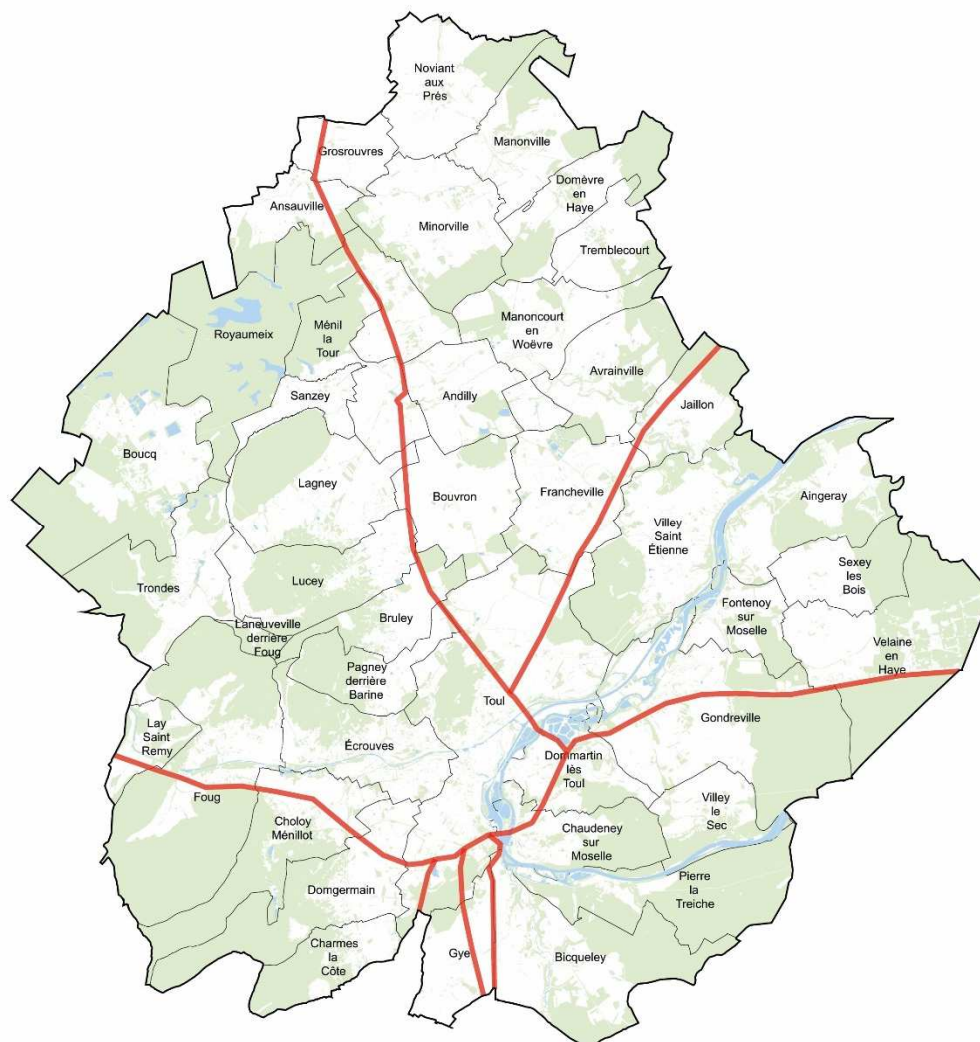
Les chiffres du service.....	2
L'essentiel de l'année 2019.....	2
1. Note liminaire.....	6
1.1. Nature du service assuré par la collectivité	9
1.1.1 La collecte des eaux usées.....	9
1.1.1.1. Réalisation des réseaux et des stations de relevage	10
1.1.1.2. Amélioration des réseaux	11
1.1.1.3. Réalisation des branchements.....	11
1.1.1.4. Fonctionnement et entretien des réseaux et ouvrages	11
1.1.2. Le traitement des eaux usées	11
1.1.2.1. Service de contrôle de l'assainissement non-collectif.....	11
1.1.2.2. Réalisation d'unité de traitement.....	12
1.1.2.3. Renouvellement, amélioration des équipements de l'unité.....	12
1.2. Nature du service déléguée.....	12
1.3. Organisation du service	13
1.4. Les composantes du prix total de l'eau	13
1.6. Le prix total de l'assainissement et son évolution.....	15
1.7. Le service public de l'assainissement collectif.....	15
1.7.1. Les caractéristiques techniques du service	15
1.7.1.1. Le territoire desservi.....	15
1.7.1.2. Le nombre d'habitants desservis et d'abonnés	17
1.7.1.3. Gestion des effluents non domestiques	17
1.7.1.4. L'évaluation des charges	17
1.7.1.5. Les réseaux de collecte.....	17
1.7.1.6. Les ouvrages de traitement.....	20
1.7.2. Tarification de l'assainissement et recettes du service	41
1.7.2.1. Les modalités de tarification	41
1.7.2.2. Les éléments relatifs au prix du mètre cube	41
1.7.2.3. Présentation d'une facture	42
1.7.2.4. Les autres recettes d'exploitation	42
1.7.2.5. Financement du fonctionnement	44
1.7.3. Indicateurs de performance	45
1.7.3.1. Indicateurs descriptifs du service	45
1.7.3.2. Indicateurs de performance du service	45

1.7.4.	Financement des investissements	46
1.7.4.1.	Réalizations 2019.....	46
1.7.4.2.	Financement des investissements	47
1.7.5.	Etudes réalisées en 2019.....	49
1.7.6.	La prospective 2020	49
1.7.6.1.	Fonctionnement du service.....	49
1.7.6.2.	Investissements.....	50
1.7.7.	Actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau	52
1.8.	Le service public de l'assainissement non-collectif (SPANC).....	52
1.8.1.	Service Public d'Assainissement Non Collectif : missions et organisation	52
1.8.1.1.	Missions du Service Public d'Assainissement Non Collectif.....	52
1.8.1.2.	Conseil aux usagers	53
1.8.1.3.	Evolutions réglementaires	53
1.8.1.4.	Réhabilitation des installations d'ANC	55
1.8.1.5.	Autorisation des sols.....	55
1.8.2.	Bilan technique des actions menées en 2019.....	56
1.8.2.1.	Contrôle des installations neuves ou à réhabiliter	56
1.8.2.2.	Contrôle des installations existantes.....	56
2.1.1.	Indicateurs de performance	56
2.1.1.1.	Contrôle du neuf ou de la réhabilitation :	56
2.1.1.2.	Contrôle du bon fonctionnement et de l'entretien :	57
2.1.2.	Financement des investissements	57
2.1.3.	Prospective	57
	Glossaire.....	58
	Les nouveaux textes de référence.....	62
	Gestion des services publics locaux	62
	<i>Participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC)¹</i>	62
	<i>Schéma d'assainissement collectif²</i>	62
	<i>Fuites après compteurs : nouvelles modalités de facturation³</i>	62
	<i>Assainissement non collectif</i>	62
	<i>Travaux à proximité des réseaux : nouvelles contraintes⁷</i>	63
	<i>SIG & déclaration unique CNIL⁹</i>	63
	<i>Transfert des pouvoirs de police assainissement¹⁰</i>	63
	<i>Gestion clientèle</i>	63
	<i>Risques professionnels¹³</i>	64
	<i>Polices de l'environnement : harmonisation & simplification¹⁴</i>	64

Eaux usées et déchets	64
<i>Réutilisation des eaux usées traitées¹⁵</i>	64
<i>Garanties financières des ICPE¹⁶</i>	64
<i>Protection de la ressource</i>	64
<i>Schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE)²³</i>	65
<i>Protection des milieux</i>	65
<i>Réforme des enquêtes publiques²⁸</i>	65
<i>Evaluation des incidences environnementales</i>	66
<i>Gestion des risques « inondations »</i>	66
Annexe 1 : recensement des activités industrielles	67
Annexe 2 : factures pour 120 m ³ de consommation d'eau	68
Annexe 3 : indicateurs techniques du service	69
Annexe 4 : rapport du délégataire	70
Annexe 5 : note d'information de l'agence de l'eau Rhin-Meuse	71

1. Note liminaire

Etablissement Public de Coopération Intercommunale regroupant 41 communes, la C.C.2.T. exerce les compétences « travaux, gestion et entretien de l'assainissement collectif » et « contrôle de l'assainissement non collectif ». Les communes adhérant au service public intercommunal de l'assainissement de la Communauté de Communes Terres Toulaises sont : AINGERAY, ANDILLY, ANSAUVILLE, AVRAINVILLE, BICQUELEY, BOIS-DE-HAYE, BOUCQ, BOUVRON, BRULEY, CHARMES-LA-COTE, CHAUDENEY-SUR-MOSELLE, CHOLOY-MENILLOT, DOMEVRE EN HAYE, DOMGERMAIN, DOMMARTIN-LES-TOUL, ECROUVES, FONTENOY-SUR-MOSELLE, FOUG, FRANCHEVILLE, GONDREVILLE, GROSROUVRES, GYE, JAILLON, LAGNEY, LANEUVEVILLE-DERRIERE-FOUG, LAY-SAINT-REMY, LUCEY, MANONCOURT-EN-WOEVRE, MANONVILLE, MENIL-LA-TOUR, MINORVILLE, NOVIANT AUX PRES, PAGNEY-DERRIERE-BARINE, PIERRE-LA-TREICHE, ROYAUMEIX, SANZEY, TOUL, TREMBLECOURT, TRONDES, VILLEY-LE-SEC, VILLEY-SAINT-ETIENNE



Depuis 2018, la Communauté de Communes Terres Toulaises, est compétente en matière d'assainissement sur l'intégralité de son territoire. La compétence assainissement comprend :

- la charge de la construction, du suivi et de l'entretien des installations d'assainissement collectif,
- la gestion des abonnés du service de l'assainissement collectif,
- le contrôle des installations individuelles d'assainissement non collectif,
- la charge de la construction, du suivi et de l'entretien des installations d'eaux pluviales.

La collectivité mène en parallèle un programme d'investissement qui vise pour partie la mise en conformité et l'amélioration des réseaux et stations d'épuration existantes, la poursuite du déploiement des réseaux sur les communes déjà en partie équipées et la dotation en station d'épuration de nouvelles communes. Lors du conseil communautaire du 13 octobre 2015, l'assemblée délibérante a voté en faveur du nouveau Programme Pluriannuel d'Investissement sur la période 2015-2023 pour un montant estimé globalement à 20 millions d'euros d'investissement dont 5 millions d'euros prévus par les travaux de gestion patrimoniale.

Cependant, la duplication de filières mettant en œuvre des filtres dans les villages restant à équiper, pose questions tant du point de vue de la qualité durable de ces solutions par la mise en œuvre de grandes quantités de granulats qui se raréfient. L'exploitation de ces massifs filtrants dans le temps a une durée de vie estimée à 15 à 20 ans avant régénération. Les investissements en jeu s'élèvent à plus de 15 millions d'euros pour 18 communes représentant 6 300 équivalent-habitants avec des possibilités de mutualisation.

Depuis juillet 2010, la collectivité continue d'assurer la gestion directe du service sur la partie rurale et la zone urbaine a été confiée à un prestataire, VEOLIA, pour une durée de 8 ans soit une échéance des contrats au 30/06/2018 pour la collecte et le traitement des eaux usées des communes de BRULEY, CHAUDENEY SUR MOSELLE, DOMMARTIN LES TOUL, ECROUVES, FOUG, PAGNEY DERRIERE BARINE et TOUL. L'objectif est de garder des zones de gestion des équipements cohérentes tant sur les plans technique, financier que juridique. Un avenant a été signé le 18/12/2017 sur proposition de la Communauté de Communes Terres Toulaises et suite à délibération du Conseil Communautaire en date du 07/12/2017, afin de prolonger le contrat de délégation de service public jusqu'au 31/12/2019. Et ce pour permettre la réalisation d'une étude globale pour le transfert de la compétence EAU à l'horizon 2020.

Trois contrats de délégation de service public ont fait l'objet d'un transfert lors de la prise de compétence assainissement sur le territoire de l'Ex CC2H.

Le premier dont la gestion a été confiée à SUEZ pour une durée de 6 ans depuis le 01 janvier 2016 soit une échéance du contrat au 31 décembre 2021 pour la collecte et le traitement des eaux usées des communes de AINGERAY, SEXEY-LES-BOIS et VELAIN-EN-HAYE.

Le second dont la gestion a été confiée à VEOLIA pour une durée de 11 ans depuis le 07 juillet 2006 soit une échéance de contrat au 07 juillet 2017 pour la collecte des eaux usées sur la commune de GONDREVILLE. Un avenant a été signé le 29/06/2017 sur proposition de la Commune de GONDREVILLE, afin de prolonger le contrat de délégation de service public jusqu'au 31/12/2019. Et ce pour permettre la réalisation d'une étude globale pour le transfert de la compétence EAU à l'horizon 2020.

Le troisième dont la gestion a été confiée à VEOLIA pour une durée de 12 ans depuis le 15 janvier 2006 soit une échéance du contrat au 15 janvier 2018 pour le transfert et le traitement des eaux usées des communes de FONTENOY-SUR-MOSELLE et GONDREVILLE. Un avenant a été signé le 28/12/2017 sur proposition sur Syndicat intercommunal d'assainissement Fontenoy-Gondreville, afin de prolonger le contrat de délégation de service public jusqu'au 31/12/2019. Et ce pour permettre la réalisation d'une étude globale pour le transfert de la compétence EAU à l'horizon 2020.

En assainissement non collectif, la collectivité assure les contrôles obligatoires de bon fonctionnement des installations existantes et le contrôle de conception et de réalisation des installations neuves. A noter que depuis le 1^{er} janvier 2011, dans le cadre des ventes immobilières, un certificat de conformité de l'assainissement non-collectif est exigé.

La réglementation actuelle impose deux dates limites pour l'assainissement : 2012 pour le contrôle de tous les systèmes d'assainissement autonomes et 2015 pour l'obtention du bon état écologique et chimique des masses d'eau reporté à 2021.

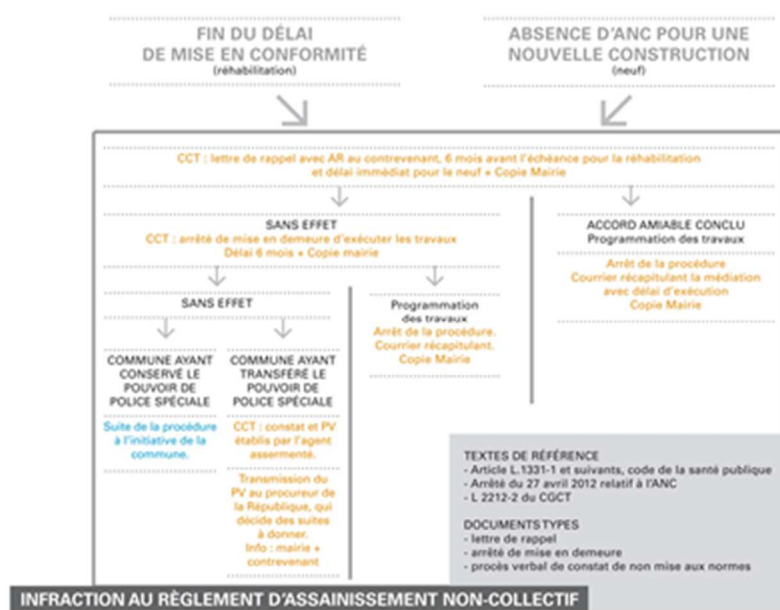
Dans le cadre de la mise en œuvre de l'article 63 de la loi du 16 décembre 2010 sur le transfert automatique au Président de l'EPCI à fiscalité propre, des pouvoirs de Police spéciale en matière de :

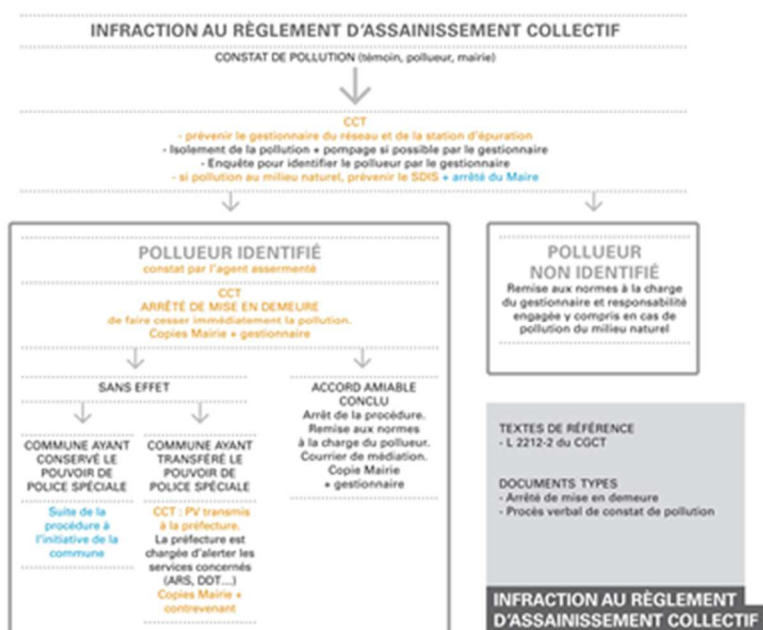
- Stationnement des gens du voyage,
- Assainissement
- Gestion des déchets ménagers,

Lorsque l'EPCI est compétent dans ces 3 domaines, les communes se sont déterminées et la CC2T s'est organisée pour assermenter un agent et rédiger des procédures d'intervention. Tous les autres pouvoirs de police non transférés, notamment les pouvoirs de police générale, restent de la compétence exclusive du maire.

Les communes n'ayant pas transféré leur pouvoir de police spéciale en matière d'assainissement sont : BOUCQ, TOUL et VILLEY-SAINT-ETIENNE.

Les procédures adoptées en infraction aux règlements de service sont présentées ci-après :





1.1. Nature du service assuré par la collectivité

1.1.1 La collecte des eaux usées

En régie, c'est-à-dire gérée directement par la collectivité sur les communes ANDILLY, ANSAUVILLE, AVRAINVILLE, BICQUELEY, BOUCQ, BOUVRON, CHARMES-LA-COTE, CHOLOY-MENILLOT, DOMEVRE EN HAYE, DOMGERMAIN, FONTENOY-SUR-MOSELLE (pour la collecte uniquement), FRANCHEVILLE, GROSROUVRES, GYE, JAILLON, LAGNEY, LANEUVEVILLE-DERRIERE-FOUG, LAY-SAINT-REMY, LUCEY, MANONCOURT-EN-WOEVRE, MANONVILLE, MENIL-LA-TOUR, MINORVILLE, NOVIANT-AUX-PRES, PIERRE-LA-TREICHE, ROYAUMEIX, SANZEY, TREMBLECOURT, TRONDES, VILLEY LE SEC, VILLEY-SAINT-ETIENNE, soit 146 km au total.

En délégation de service public à la société VEOLIA pour les communes de BRULEY, CHAUDENEY SUR MOSELLE, DOMMARTIN-LES-TOUL, ECROUVES, FOUG, FONTENOY-SUR-MOSELLE (pour le transfert et le traitement uniquement), GONDREVILLE, PAGNEY-DERRIERE-BARINE et TOUL, soit 301 km de réseaux au total.

En délégation de service public à la société SUEZ pour les communes de AINGERAY et BOIS-DE-HAYE à savoir les communes raccordées à la station d'épuration d'AINGERAY, soit 47 km de réseaux au total.

En 2011, la collectivité a mis en place une méthodologie de gestion patrimoniale de ses réseaux qui a été adoptée par l'assemblée le 16/12/11 et qui a donné lieu à des travaux de réhabilitation en 2019.

L'intérêt de cette programmation est multiple :

- Améliorer la connaissance du réseau en s'appuyant sur l'exploitation de sources d'informations diverses ;
- Définir les actions de réhabilitation à mener en anticipant et limitant les coûts d'exploitation ;
- Améliorer le coefficient de performance du système d'assainissement utilisé pour le calcul de la prime à l'épuration versée par l'agence de l'eau Rhin-Meuse.

La démarche proposée doit déterminer, sur la base des données d'exploitation et des inspections caméra, un ordre de priorité dans une programmation pluriannuel des réparations, en fonction des capacités budgétaires.

63 branchements neufs ont été réalisés sur l'intercommunalité ;

1 622 mètres de curage ont eu lieu sur les communes rurales dont 475 mètres en préventif, 806 mètres de réseau inspectés par caméra. Depuis 2012, ce sont respectivement 43,85 % et 41,30 % du réseau régie qui ont été curés et inspectés.

Sur la DSP Toulaises :

10 504 mètres de curage dont 10 365 mètres en préventif et 228 mètres de réseau inspectés par caméra, soit 117% du réseau total curés et 88,4 % inspectés depuis 2010.

Sur la DSP Velaine-Sexey-Angeray

1 699 mètres de curage dont 1 699 mètres en préventif et 0 mètres de réseau inspectés par caméra, soit 20,42% du réseau total curés et 0 % inspectés depuis 2015.

Sur la DSP Gondreville

3 615 mètres de curage dont 3 615 mètres en préventif et 2 930 mètres de réseau inspectés par caméra, soit 66% du réseau total curés et 10 % inspectés depuis 2015.

Les postes de refoulement et les déversoirs d'orage ont fait l'objet d'un traitement spécifique avec la programmation de deux curages par an associés à l'entretien électromécanique des pompes pour les premiers et une fréquence adaptée pour les seconds en fonction des besoins.

Les prestations de curage et d'inspection télévisée sont confiées à INERA et l'entretien électromécanique des postes de refoulement et la gestion de l'astreinte à VEOLIA dans le cadre de marché à bons de commande conclus pour quatre an ferme à compter du 1^{er} janvier 2016.

La collectivité assure en exclusivité la réalisation des branchements neufs dans le cadre d'un marché à bons de commande conclus pour quatre ans fermes à compter du 6 juillet 2017, confié à l'entreprise OFTP.

L'ensemble du système raccordé à la station d'épuration de TOUL a fait l'objet d'un dossier de déclaration auprès des services de police de l'eau. Dans le cadre du suivi des déversoirs d'orage équipés selon l'arrêté du 21 juillet 2015, les rapports mensuels ont été transmis aux services de la Police de l'Eau, à la CC2T et à l'Agence de l'Eau.

1.1.1.1. Réalisation des réseaux et des stations de relevage

- CHARMES-LA-COTE et DOMGERMAIN Village 2018-2020 : Travaux de mise en conformité des systèmes d'assainissement et création d'une station intercommunale – 1375 EH – 1 840 ml de refoulement (DN 90 à 140 mm) ; 3 865 ml de canalisation gravitaire (DN 200 à 600 mm) ; 3 PR ; 14 DO ; 13 dessableurs et 249 reprises de branchement

1.1.1.2. Amélioration des réseaux

- CHAUDENEY SUR MOSELLE – 3 réparations ponctuelles Rue de Moselly
- ECROUVES : Renouvellement du réseau Rue de l'Hôtel de Ville et RD 400 – 45 ml DN 315 – 45 ml DN 500 – 175 ml DN 600 B – 8 ml DN 800 B + 29 branchements
- GONDREVILLE : Renouvellement du réseau de l'Impasse du Château des Princes 25 ml DN 200 et renouvellement des 28 boîtes de branchements Rue du Château des Princes par des boîtes siphonnées
- PAGNEY-DERRIERE-BARINE : Renouvellement du réseau d'eau pluviale Rue du Ruisseau – 80 ml DN 800 béton
- TOUL : Renouvellement du réseau et branchements Rue du Pont de Bois - 10 ml DN 315 / 73 ml DN 500 + 23 branchements
- TOUL : Renouvellement de réseau Rue d'Inglemur et Pierre Hardie - 80 ml DN 200 – 20 ml DN 315 + 12 branchements
- TOUL : 3 réparations ponctuelles Rue du Champ de Foire

1.1.1.3. Réalisation des branchements

63 branchements neufs ont été réalisés en 2019.

1.1.1.4. Fonctionnement et entretien des réseaux et ouvrages

Sans objet.

1.1.2. Le traitement des eaux usées

En régie, c'est-à-dire directement géré par la collectivité sur les communes d'ANDILLY, ANSAUVILLE, AVRAINVILLE, BICQUELEY, BOUCQ, FONTENOY-SUR-MOSELLE (collecte), FRANCHEVILLE, GROSROUVES, JAILON, LAGNEY, LAY-SAINT-REMY, LUCEY, MANONCOURT-EN-WOEVRE, MENIL LA TOUR, PIERRE-LA-TREICHE, ROYAUMEIX, SANZEY, VILLEY-LE-SEC, VILLEY-SAINT-ETIENNE pour l'assainissement collectif sur 13 stations d'épuration et pour l'ensemble des 41 communes adhérentes pour l'assainissement non-collectif.

Les Communes de BRULEY, CHAUDENEY SUR MOSELLE, DOMMARTIN LES TOUL, ECROUVES, FONTENOY-SUR-MOSELLE (transfert et traitement), FOUG, GONDREVILLE, PAGNEY-DERRIERE-BARINE et TOUL sont gérées en prestation de service par VEOLIA, et AINGERAY et BOIS-DE-HAYE par SUEZ.

L'autocontrôle des installations en régie a été assuré par SGS et Génie de l'Eau en 2019.

1.1.2.1. Service de contrôle de l'assainissement non-collectif

Le nombre d'installations est estimé à 644 unités d'assainissement à partir des données transmises par le Syndicat Départemental de l'Assainissement Autonome de Meurthe et Moselle qui gère ces contrôles jusqu'à la création du Service Public d'Assainissement Non-Collectif (SPANC) de la collectivité en janvier 2008. Ces données ont été réactualisées sur la base des contrôles de bon fonctionnement. Les communes n'étant pas raccordées à une station d'épuration sont exclues de ce décompte. Toutefois les habitations vouées à rester en zone d'assainissement non-collectif et pour lesquelles un contrôle a déjà été réalisé, ont été comptabilisées.

Les contrôles périodiques de bon fonctionnement ont été réalisés sur les communes ayant validées leur zonage, ainsi que sur les communes non dotées de station d'épuration, dans le cadre des transactions immobilières. Ainsi, 49 visites de contrôle de bon fonctionnement (y compris contrôle dans le cadre de ventes) ont été effectuées en 2019 et 24 % de ces installations sont conformes à la réglementation.

31 dossiers ont été instruits pour une installation neuve ou à réhabiliter et 8 visites de chantier ont été réalisées en 2019.

1.1.2.2. Réalisation d'unité de traitement

CHARMES-LA-COTE et DOMGERMAIN Village 2018-2020 : Travaux de mise en conformité des systèmes d'assainissement et création d'une station intercommunale – 1375 EH type filtres plantés de roseaux, composé de :

- Un venturi d'entrée,
- Un dégrilleur automatique,
- Un DO général,
- Un PR d'alimentation du 1^{er} étage,
- Un 1^{er} étage de traitement de 2 178 m²,
- Un PR d'alimentation du 2^{ème} étage,
- Un 2^{ème} étage de traitement de 1 440 m²,
- Un venturi de sortie,
- Un système d'eau industrielle avec traitement UV,
- Une ZRV de 800 m²

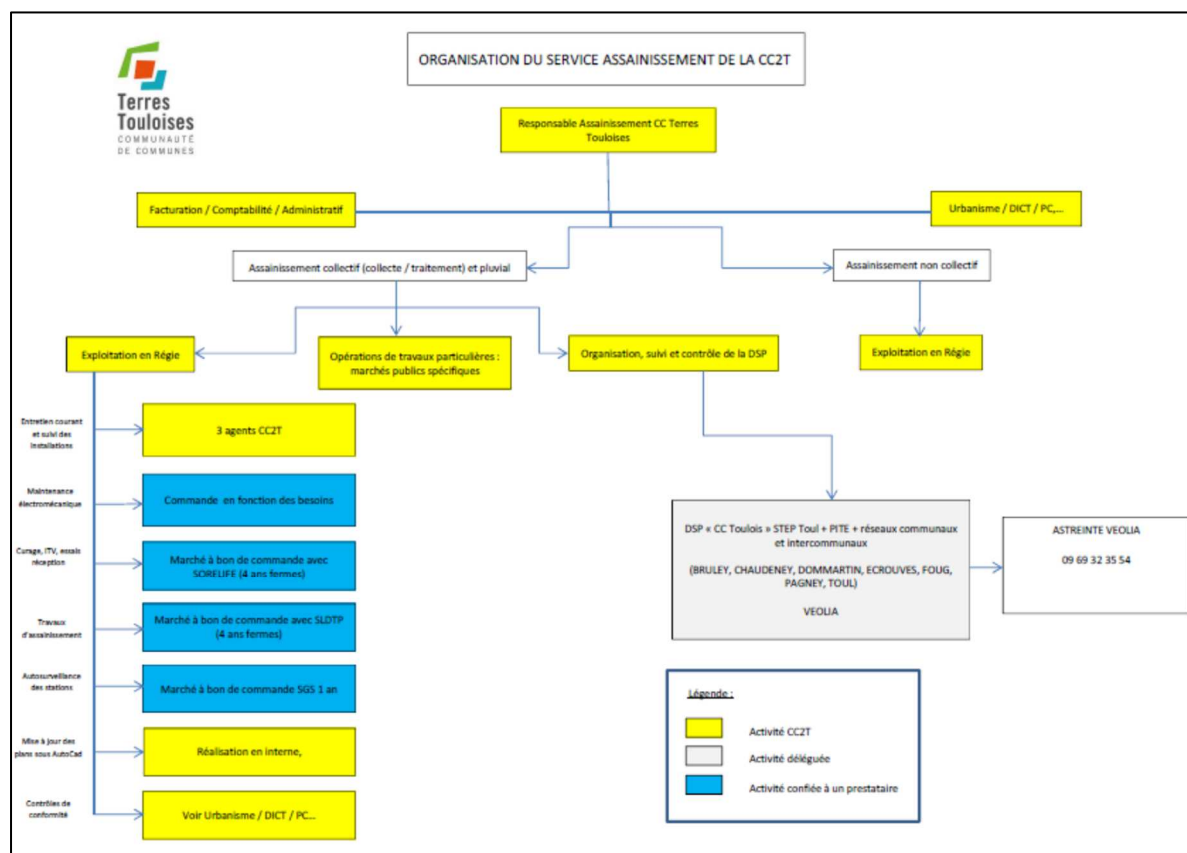
1.1.2.3. Renouvellement, amélioration des équipements de l'unité

Sans objet

1.2. Nature du service déléguée

La collectivité assure la gestion directe du service sur la partie rurale et la zone urbaine est confiée à VEOLIA jusqu'au 31/12/2019 pour la collecte et le traitement des eaux usées des communes de BRULEY, CHAUDENEY-SUR-MOSELLE, DOMMARTIN LES TOUL, ECROUVES, FONTENOY-SUR-MOSELLE (transfert et traitement), FOUG, GONDREVILLE, PAGNEY DERRIERE BARINE et TOUL et à SUEZ jusqu'au 31/12/2021 pour les communes de AINGERAY, BOIS-DE-HAYE.

1.3. Organisation du service



1.4. Les composantes du prix total de l'eau

Le service d'assainissement d'une collectivité est un service industriel et commercial dont la source de financement est la redevance assainissement. Cette redevance permet de couvrir les frais de collecte et de traitement des eaux usées, de contrôle mais également d'investissements nécessaires à la mise aux normes.

Cette redevance est différente suivant la nature du service rendu : le service d'assainissement collectif et le service d'assainissement non-collectif (SPANC). Le zonage est une obligation réglementaire qui vise sur chaque commune à déterminer les zones d'assainissement collectif des zones d'assainissement non-collectif. Le zonage collectif prend en compte les équipements existants et les zones d'urbanisation futures.

Sur le territoire, 22 communes ont validé leur zonage en enquête publique : ANDILLY, ANSAUVILLE, BRULEY, CHAUDENEY-SUR-MOSELLE, CHOLOY-MENILLOT, DOMMARTIN-LES-TOUL, ECROUVES, FOUG, GROSROUVRES, GYE, LAGNEY, LAY SAINT REMY, LUCEY, MANONVILLE, MENIL-LA-TOUR, PAGNEY-DERRIERE-BARINE, PIERRE-LA-TREICHE, ROYAUMEIX, SANZEY et TOUL, TREMBLECOURT, VILLEY LE SEC, soit 86 % de la population du territoire.

Le service assainissement a été assujettie à la TVA au 1^{er} janvier 2015.

Tarifs d'assainissement collectif 2019

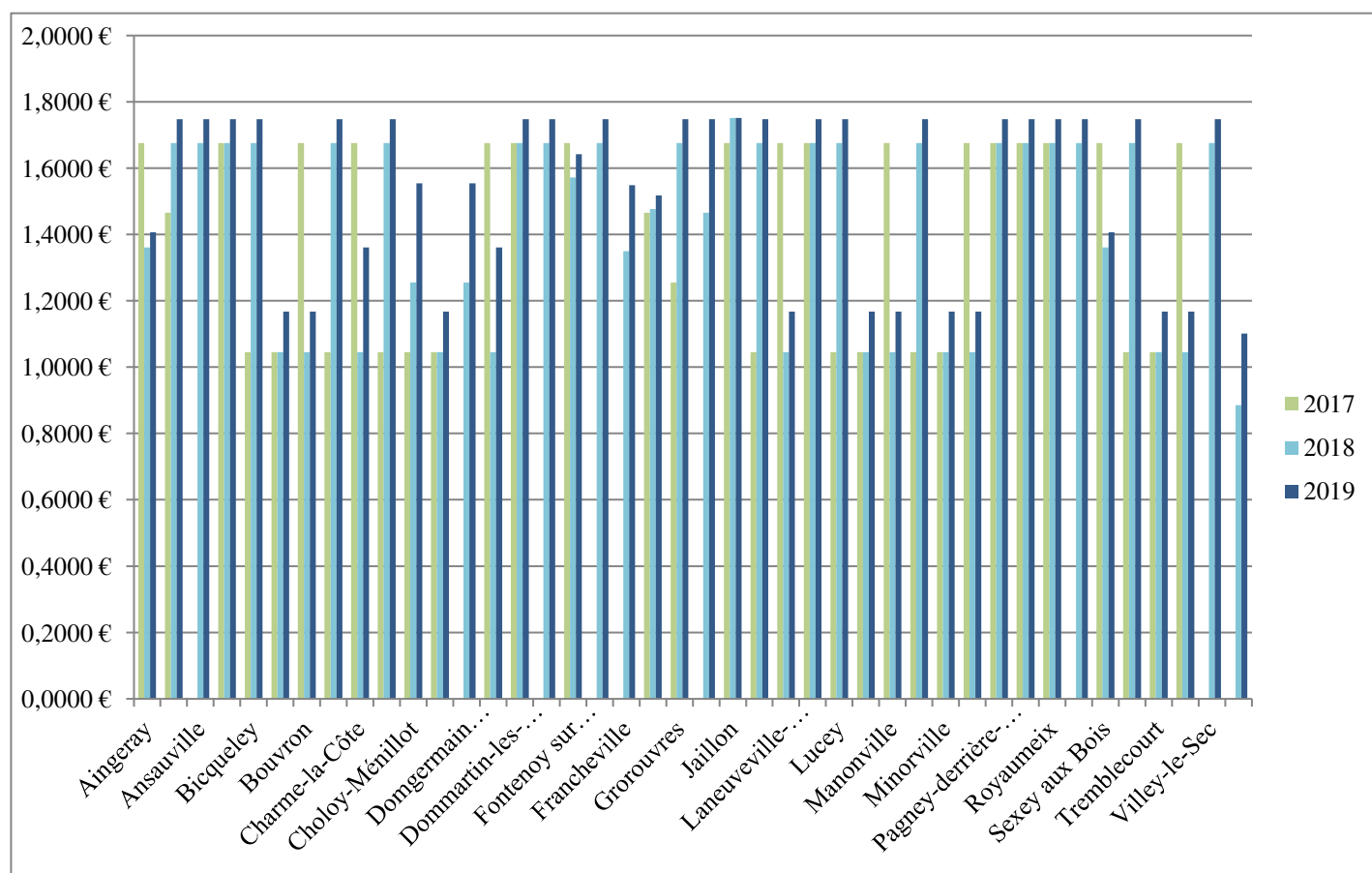
	2019			
	part CC2T	part DSP	part AERM	TOTAL
Chaudeney sur Moselle	0,8587 €	0,6559 €	0,2330 €	1,7476 €
Toul	0,8587 €	0,6559 €	0,2330 €	1,7476 €
Bruley	0,8587 €	0,6559 €	0,2330 €	1,7476 €
Dommartin les Toul	0,8587 €	0,6559 €	0,2330 €	1,7476 €
Ecouves	0,8587 €	0,6559 €	0,2330 €	1,7476 €
Foug	0,8587 €	0,6559 €	0,2330 €	1,7476 €
Pagney derrière Barine	0,8587 €	0,6559 €	0,2330 €	1,7476 €
Fontenoy sur Moselle	1,1230 €	0,2858 €	0,2330 €	1,6418 €
Gondreville	0,8313 €	0,4533 €	0,2330 €	1,5176 €
Aingeray	0,6000 €	0,5734 €	0,2330 €	1,4064 €
Bois de Haye	0,6000 €	0,5734 €	0,2330 €	1,4064 €
Avrainville	1,5146 €	sans objet	0,2330 €	1,7476 €
Bicqueley	1,5146 €		0,2330 €	1,7476 €
Lucey	1,5146 €		0,2330 €	1,7476 €
Pierre la Treiche	1,5146 €		0,2330 €	1,7476 €
Andilly	1,5146 €		0,2330 €	1,7476 €
Ménil la Tour	1,5146 €		0,2330 €	1,7476 €
Royaumeix	1,5146 €		0,2330 €	1,7476 €
Sanzev	1,5146 €		0,2330 €	1,7476 €
Lay Saint Rémy	1,5146 €		0,2330 €	1,7476 €
Villey le Sec	1,5146 €		0,2330 €	1,7476 €
Lagney	1,5146 €		0,2330 €	1,7476 €
Ansauville	1,5146 €		0,2330 €	1,7476 €
Grosrouvres	1,5146 €		0,2330 €	1,7476 €
Gye	1,5146 €		0,2330 €	1,7476 €
Francheville 2^{ème} année lissage	1,3158 €		0,2330 €	1,5488 €
Jaillon	1,5182 €		0,2330 €	1,7512 €
Villey-Saint-Etienne 2^{ème} année de lissage	0,8677 €		0,2330 €	1,1007 €
Boucq	0,9343 €		0,2330 €	1,1673 €
Bouvron	0,9343 €		0,2330 €	1,1673 €
Charme la Cote 1^{ère} année de lissage	1,1277 €		0,2330 €	1,3607 €
Choloy-Ménillot 2^{ème} année de lissage	1,3212 €		0,2330 €	1,5542 €
Domgermain Bois le Comte 2^{ème} année de lissage	1,3212 €		0,2330 €	1,5542 €
Domgermain Village 1^{ère} année de lissage	1,1277 €		0,2330 €	1,3607 €
Domèvre en Haye	0,9343 €		0,2330 €	1,1673 €
Laneuveville derrière Foug	0,9343 €		0,2330 €	1,1673 €
Manoncourt en Woëvre	0,9343 €		0,2330 €	1,1673 €
Manonville	0,9343 €		0,2330 €	1,1673 €
Minorville	0,9343 €		0,2330 €	1,1673 €
Noviant aux Prés	0,9343 €		0,2330 €	1,1673 €
Tremblecourt	0,9343 €		0,2330 €	1,1673 €
Trondes	0,9343 €		0,2330 €	1,1673 €

Les tarifs suivants sont spécifiés en euros hors taxe. Par ailleurs, les communes de Aingeray, Fontenoy sur Moselle, Gondreville, Sexey aux Bois et Velaine en Haye dispose en plus des tarifs indiqués d'un tarif abonnement.

DSP : délégation de service public à VEOLIA

AERM : redevance pour la modernisation des réseaux de collecte.

1.6. Le prix total de l'assainissement et son évolution



La moyenne des augmentations entre 2018/2019 est de 9,26 % sur l'ensemble des communes,

Les tarifs 2019 proposés ci-après tiennent compte de l'évolution indicielle du contrat de DSP (environ 3.37%) et d'une augmentation des tarifs prévue dans le programme pluriannuel d'investissement visant à assainir l'ensemble des communes à l'horizon 2023, soit +5 % sur le tarif « collectés et traités » et +15% sur le tarifs « collectés et à assainir ».

A cela s'ajoute les tarifs des communes de l'Ex CC2H où des tarifs spécifiques ont été votés après concertation avec les communes concernées.

1.7. Le service public de l'assainissement collectif

1.7.1. Les caractéristiques techniques du service

1.7.1.1. Le territoire desservi

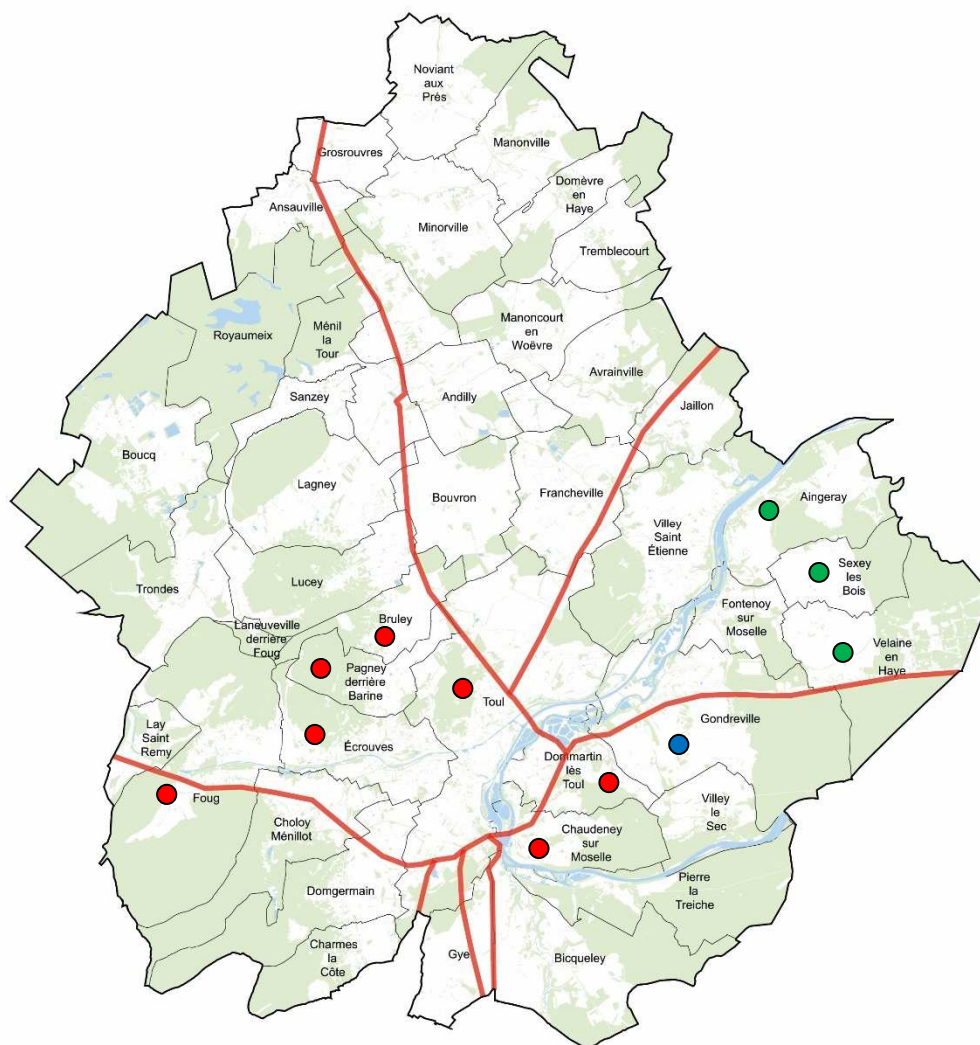
Les communes desservies par le service public de l'assainissement collectif de la Communauté de Communes Terres Toulaises sont : AINGERAY, ANDILLY, ANSAUVILLE, BICQUELEY, BOIS-DE-HAYE, BOUCQ, BOUVRON, BRULEY, CHARMES-LA-COTE, CHAUDENEY-SUR-MOSELLE, CHOLOY-MENILLOT, DOMEVRE EN HAYE, DOMGERMAIN, DOMMARTIN-LES-TOUL, ECROUVES, FONTENOY-SUR-MOSELLE, FRANCHEVILLE FOUG, GROSROUVRES, GONDREVILLE, GYE, JAILLON, LAGNEY, LANEUVEVILLE-DERRIERE-FOUG, LAY-SAINT-REMY, LUCEY, MANONCOURT-EN-WOEVRE, MANONVILLE, MENIL-LA-TOUR, MINORVILLE, NOVIANT AUX PRES, PAGNEY-DERRIERE-BARINE, PIERRE-LA-TREICHE, ROYAUMEIX, SANZEY, TOUL, TREMBLECOURT, TRONDES, VILLEY-LE-SEC, VILLEY-SAINT-ETIENNE.

Les communes d'ANDILLY, ANSAUVILLE, AVRAINVILLE, BICQUELEY, BOUCQ, BOUVRON, CHARMES-LA-COTE, CHOLOY-MENILLOT, DOMEVRE EN HAYE, DOMGERMAIN, FRANCHEVILLE, GROSROUVRES, GYE, JAILLON, LAGNEY, LANEUVEVILLE-DERRIERE-FOUG, LAY-SAINT-REMY, LUCEY, MANONCOURT-EN-WOEVRE, MANONVILLE, MENIL-LA-TOUR, MINORVILLE, NOVIANT AUX PRES, PAGNEY-DERRIERE-BARINE, PIERRE-LA-TREICHE, ROYAUMEIX, SANZEY, TREMBLECOURT, TRONDES, VILLEY-LE-SEC, VILLEY-SAINT-ETIENNE sont exploitées en gestion directe par la collectivité.

Les communes de BRULEY, CHAUDENEY-SUR-MOSELLE, DOMMARTIN-LES-TOUL, ECROUVES, Foug, PAGNEY-DERRIERE-BARINE, et TOUL sont exploitées par VEOLIA, dans le cadre d'un contrat d'affermage en date du 1^{er} juillet 2010. ●

Les communes de AINGERAY, et BOIS-DE-HAYE sont exploitées par SUEZ, dans le cadre d'un contrat d'affermage en date du 1^{er} janvier 2016. ●

La commune de GONDREVILLE est exploitée par VEOLIA, dans le cadre d'un contrat d'affermage en date du 07 juillet 2006. VEOLIA exploite la station intercommunale de Gondreville/Fontenoy et le réseau de transfert de Fontenoy via un second contrat d'affermage en date du 15 janvier 2006. ●



1.7.1.2. Le nombre d'habitants desservis et d'abonnés

16 155 abonnés avec une augmentation de 7,7 % par rapport à 2018.

1.7.1.3. Gestion des effluents non domestiques

L'Agence de l'eau Rhin Meuse a souhaité impulser une démarche de lutte contre les pollutions dispersées sur le territoire des Terres Toulaises. Le territoire est en effet prioritaire au regard des mesures réalisées et de l'état des masses d'eau.

Suite à l'étude et à la priorisation des activités impactantes en 2017 et une première vague de prédiagnostics en 2018, les enquêtes de terrain et les mises en conformité des établissements non-conformes ont continué en 2019 pour les activités prioritaires : automobile, transport, bouche et peinture, mais ont aussi débuté pour les activités cibles : services techniques, imprimeries, centres commerciaux, activité de gestion des déchets.

317 prédiagnostics ont été réalisés depuis 2017, dont une centaine en 2019. 91 autorisations de déversement ont été délivrées en 2019 (212 en vigueur au total). 21 entreprises ont obtenu leur subvention à l'Agence de l'eau Rhin-Meuse en 2019 suite à notre accompagnement. De nombreuses autres ont été accompagnées dans la démarche en vue d'une prochaine demande de subvention.

Cette opération collective a fait l'objet d'un rapport annuel d'activité remis à l'Agence de l'eau Rhin-Meuse.

Les objectifs de l'opération collective sont à la fois la mise en conformité des activités impactantes sur la ressource en eau (via l'amélioration des équipements et des pratiques) et la mise en place des autorisations de déversement. L'opération collective devrait se terminer en 2020 (fonction de l'accompagnement de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse).

1.7.1.4. L'évaluation des charges

Sans objet

1.7.1.5. Les réseaux de collecte

1.7.1.5.2. Postes de refoulement

Poste	consommation (kWh)			
	2017	2018	2019	écart
ANDILLY	21710	23578	24889	6%
ANDILLY STEP				
ANSAUVILLE	6426	3401	10270	202%
AVRAINVILLE		20027	5101	-75%
BICQUELEY PR MOULIN	17344	19196	23633	23%
BOUCQ STEP	1136	1510	1380	-9%
CHOLOY-MENILLOT Val Passey		190	911	379%
CHOLOY-MENILLOT Foug		183	845	362%
CHOLOY-MENILLOT Chavée		592	3112	426%
CHOLOY-MENILLOT Toul		2062	9873	379%
DOMGERMAIN Aulnois				
DOMGERMAIN Gare				
DOMGERMAIN Rosière				
DOMGERMAIN Tuilerie		1305	4875	274%
DOMGERMAIN Troènes		1583	6260	295%
FRANCHEVILLE		10865	9915	-9%
GROSROUVRES Lisière	2868	3128	1777	-43%
GROSROUVRES RD	5487	3812	5324	40%
GYE Rue de l'Etang	712	1531	1430	-7%
GYE Rue de la Prairie	11058	33835	23531	0%
JAILLON PR		6886	6691	-3%
JAILLON STEP		248	238	
LAGNEY Moncels	2550	2586	3284	27%
LAGNEY Grande Rue	4625	4324	5764	33%
LAGNEY Stade	8671	4861	10866	124%
LAY PR	523	582	640	10%
LAY STEP	18898	18136	19671	8%
LUCEY STEP	4189	5870	3013	-49%
LUCEY Pré demange	1143	1317	4268	224%
MENIL Pont	3330	3674	3417	-7%
MENIL Transfo	15079	17397	28704	65%
PLT STEP	3100	5537	4083	-26%
PLT Rochotte	330	5413	824	-85%
ROYAUMEIX Alsace	7883	4403	7168	63%
ROYAUMEIX St Léon	207	NA	282	
SANZEY	3510	3304	4031	22%
VILLEY LE SEC PR	1045	2573	1480	-42%
VILLEY SAINT ETIENNE STEP		6954	4052	-42%
VILLEY-SAINT-ETIENNE		2573	1944	-24%
Total	141617	223436	243546	9,00%

De manière générale les consommations électriques ont augmenté de 9 %, par rapport à 2018. Cela s'explique en partie par le fonctionnement des 6 postes de refoulements de Choley Ménillot et Domgermain Bois le Comte sur une année pleine (mise en service des PR fin 2018).

Malgré une période de sécheresse importante, les précipitations sont stables vis-à-vis de 2018.

- ANSAUVILLE : les clapets antiretours pour certains laissaient rentrer le cours d'eau dans le réseau
- LUCEY : retour à la normale de la consommation électrique
- PIERRE LA TREICHE rochette : renouvellement de la pompe 1 en novembre 2019
- ROYAUMEIX St Leon : la consommation électrique est anormalement haute, et ce depuis le passage au compteur LINKI. Des investigations sont en cours. Il s'avère qu'il y a eu une inversion entre les PDL lors de l'installation des compteurs.

Sur la zone en délégation de service public, se reporter au rapport du délégataire joint en annexe.

1.7.1.5.3. Curage préventif

	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1
Nombre d'intervention sur réseau	1141	1169	886	1459	1062	-27,72%
Dont sur canalisation	22	11	7	8	5	-37,5%
Dont sur accessoires	1119	1158	878	1451	1057	-27,15%
Longueur de canalisation curée (ml)	37986	25543	23 145	25 966	16 150	-37,80%

1.7.1.5.4. Interventions curatives

	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1
Nombre de désobstructions de réseau	73	61	86	86	77	-10,47%
Dont sur branchement	35	39	59	56	41	-26,78%
Dont sur canalisation	14	7	8	10	13	30%
Dont sur accessoires	24	15	19	20	23	15%
Longueur de canalisation curée (ml)	365	1041	257	484	1 289	166,32%

1.7.1.5.5. Interventions d'inspection et de contrôle

	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1
Longueur de canalisation inspectée (ml)	16671	7 592	6 538	4 204	3 964	-5,71%

1.7.1.5.6. Travaux

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1
Extensions de réseaux (ml)	814	0	0	397	4 262	7 187	5 705	-20,62%
Branchements (unité)	28	29	31	50	59	72	63	-12,50%

1.7.1.6. Les ouvrages de traitement

1.7.1.6.1. Station d'Andilly

	Nom	ANDILLY Lieu-dit « la Grande Queue »
	Procédé	Filtres plantés de roseaux
	Date de mise en service	2009
	Capacité en équivalent-habitant	983 EH
	Milieu récepteur	Ruisseau Terrouin
	Exploitant	CC2T

La population et son raccordement

- Les effluents collectés sont d'origine domestique
- Communes raccordées : Andilly, Ménil la Tour, Royaumeix, Sanzey
- Population INSEE 1084 habitants
- Population raccordable 1019 habitants
- Population raccordée 961 habitants
- Taux de raccordement 97,75%

Charges hydraulique et pollution

ANDILLY	Capacités nominales	Prescriptions de rejet*	Moyennes des entrées en 2019	Moyennes des rejets en 2019	Rendements moyens en 2019	Taux de collecte et taux de dilution en 2019
Débit m3/j	224		206,35	206,35		73,85% 112,25%
DBO₅ kg/j	59	82%	23,40	0,62	93,24%	
DCO kg/j	141,6	74%	45,14	5,08	88,15%	
MES kg/j	70	50%	16,45	0,34	97,83%	
NK kg/j		46%	7,95	0,26	96,71%	

(*) : Les normes de rejet sont issues du dossier de déclaration n°54-2008-00175 du 10 mars 2009. Les exigences de rejet seront respectées en concentration ou en rendement en temps sec.

Les sous-produits de l'épuration

Produits de dégrillage : 0,172 tonne

Matières de la chasse : 0m³

Sables : 8,00 tonnes

Les boues issues de la station :

- Quantités brute totale : pas d'évacuation de boues en 2019
- Siccité : pas mesurée
- Quantité de matières sèches éliminées : pas d'évacuation de boues en 2019
- Destination : pas d'évacuation de boues en 2019
- Etude préalable à l'épandage accomplie : sans objet

Il est prévu d'évacuer les boues tous les 10-15 ans, la prochaine opération s'envisagera en 2020.

Energie consommée

68 491 kWh au niveau des postes de refoulement sur les 4 communes raccordées.

Interventions

Des interventions de curages ont eu lieu sur différents secteurs du réseau :

Désignations	Lieux	Dates	Quantités évacuées
Pompage PR et nettoyage DO	Rue National Menil	08/08/2019 12/08/2019 16/09/2019	10 m ³ d'effluents
Réparation refoulement pompe 1	PR National Menil	02/09/2019	/
Curage dessableurs	Royaumeix	23/08/2019	5 m ³
Changement sonde piézométrique Renouvellement pompe 1	Rue Nationale Ménil	18/10/2019	/
Pompage sable STEP	STEP	12/12/2019	0,5 m ³
Nettoyage des PR	Andilly, Ménil, Royaumeix et Sanzey	06/09/2018	8 m ³ d'effluents
Renouvellement pompe 2	Andilly PR Prairie	01/02/2019	/
Réparation refoulement	Andilly PR Prairie	11/02/2019	/

Commentaires

L'automatisme d'alternance a été rétabli début mars

Un colmatage du système de filtration du casier N°3 a été constaté le 04/11/2019, la réparation a été effectuée le lendemain.

Les résultats d'autosurveillances sont conformes aux exigences réglementaires.

1.7.1.6.2. Station de Bicqueley

	Nom	BICQUELEY Lieu-dit « Moulin Gribeaux »
	Procédé	Infiltration percolation
	Date de mise en service	1994
	Capacité en équivalent-habitant	1000 EH
	Milieu récepteur	Ruisseau des Bouvades
	Exploitant	CC2T

La population et son raccordement

- Les effluents collectés sont d'origine domestique
- Population INSEE 915 habitants (Bicqueley) + 242 habitants (Gye) = 1 157 habitants
- Population raccordable 893 habitants (Bicqueley) + 184 habitants (Gye) = 1 077 habitants
- Taux de raccordement 100 %

Charges hydrauliques et pollution

BICQUELEY	Capacités nominales	Prescriptions de rejet*	Moyennes des entrées en 2019	Moyennes des rejets en 2019	Rendements moyens en 2019	Taux de collecte et taux de dilution en 2019
Débit m³/j	200		88,75	88,75		76,1% NC
DBO₅ kg/j	60	92%	15,31	0,51	96,56%	
DCO kg/j		85%	34,24	3,28	90,43%	
MES kg/j	70	89%	9,07	0,66	92,23%	
NK kg/j			6,84	4,09	46,66%	

(*) : Les normes de rejet sont issues de l'arrêté préfectoral n°54-2011-00034 du 23 mai 2011.

Les sous-produits de l'épuration

Produits de dégrillage : 0,0 tonne

Sable : 0 tonne

Les boues issues de la station :

- Quantités brute totale : pas d'évacuation de boues en 2019
- Siccité : pas mesurée
- Quantité de matières sèches éliminées : pas d'évacuation de boues en 2019
- Destination : pas d'évacuation de boues en 2019
- Etude préalable à l'épandage accomplie : sans obje

Energie consommée

48 594 kWh sur les 3 postes de refoulements du système d'assainissement (GYE et BICQUELEY).

Interventions

Suite à une panne sur le PR de Bicqueley le 02/09, un débordement effluent a eu lieu au milieu naturel estimé à environ 13 M3. La poire de niveau bas a été changée

Réfection du DO N°1 le 03/10

Un incendie a eu lieu sur la commune de GYE le 22/10 dans l'après-midi vers 16h30. Cet incendie s'est déclaré dans un hangar agricole contenant de l'ammonitrate à proximité du carrefour Rue Saint Mansuy/ Rue de l'Eglise. Les pompiers sont intervenus rapidement et ont réussi à préserver l'engrais de l'incendie. Néanmoins, des habitations jouxtant le hangar ont été touchées, des bottes de paille ont également été consommées.

La grosse partie des eaux d'extinctions a été capté par le réseau unitaire de la rue de l'Eglise. Le DO en aval est monté en charge (le débit conservé a dû être bouché avec l'à-coup hydraulique) provoquant ainsi de déversement des eaux d'extinction au milieu naturel.

Le reste des eaux d'extinctions a été capté par le réseau de la Rue Saint Mansuy qui va directement à la station d'épuration de Bicqueley via le poste de refoulement de la rue de la Prairie. Pour limiter l'impact sur la station d'épuration, nous avons coupé le PR vers 20h30. Un curage des ¾ du réseau a été réalisé entre le 28 et le 30 octobre et 31,46 m3 d'effluents pollués aux hydrocarbures issus du curage ont été envoyés en centre de traitement agréé.

Commentaires :

Deux bilans ont été réalisés sur la station d'épuration, 100 % de bilans sont conformes à la réglementation.

1.7.1.6.3. Station de Boucq



Nom	BOUCQ Lieu-dit « sur le Moulin »
Procédé	Infiltration percolation
Date de mise en service	2004
Capacité en équivalent-habitant	52 EH
Milieu récepteur	Ruisseau de la Fontaine du Han
Exploitant	CC2T

La population et son raccordement

- Les effluents collectés sont d'origine domestique
- Population raccordable lotissement (12 parcelles)
- Population raccordée 72 EH

Charges hydrauliques et pollution

BOUCQ	Capacités nominales	Prescriptions de rejet*	Moyennes des entrées en 2019	Moyennes des rejets en 2019	Rendements moyens en 2019	Taux de collecte et taux de dilution en 2019
Débit m ³ /j	7,8		15,1	15,1		234% 50,1%
DBO ₅ kg/j		60%	3,60	0,09	97,60%	
DCO kg/j		60%	8,60	0,50	93,70%	
MES kg/j	70	50%	3,50	0,10	96,80%	
NK kg/j			1,30	0,40	70,40%	

(*) en l'absence d'arrêté préfectoral, les valeurs de références sont celles de l'arrêté du 21 juillet 2015.

Les sous-produits de l'épuration

Produits de dégrillage : sans objet

Les boues issues de la station : sans objet

Energie consommée

1 380 kWh. de consommation électrique sur l'année 2019.

Interventions

Des débordements de la stations ont été constatés. Deux interventions ont eu lieu sur chaque casier pour comprendre la cause du problème, les rampes d'alimentation du filtre basse pression été colmatées. Des trous plus gros ont été réalisées pour éviter le colmatage par les MES.

La pompe 1 du poste a été renouvelée en septembre.

1.7.1.6.4. Station de Francheville

Nom	FRANCHEVILLE Lieu dit « Pré Loisy »
Procédé	Racinepur
Date de mise en service	2013
Capacité en équivalent-habitant	320EH
Milieu récepteur	Ruisseau de la Naux
Exploitant	CC2T

La population et son raccordement

- Les effluents collectés sont d'origine domestique
- Population INSEE 282 habitants
- Population raccordable 282 habitants
- Population raccordée 254 habitants
- Taux de raccordement 90 %

Charges hydrauliques et pollution

FRANCHEVILLE	Capacités nominales	Prescriptions de rejet*	Moyennes des entrées en 2019	Moyennes des rejets en 2019	Rendements moyens en 2019	Taux de collecte et taux de dilution en 2019
Débit m3/j	70		22,9	22,4		89,31% 41,61%
DBO ₅ kg/j	16	35 mg/l 60%	5,00	0,80	83,50%	
DCO kg/j		60%	14,80	4,20	71,40%	
MES kg/j		50%	5,10	0,80	83,80%	
NK kg/j			2,30	2,10	8,60%	

(*) : Les normes de rejet sont issues du dossier de déclaration n°54-2011-00220 du 03 décembre 2012. Les exigences de rejet seront respectées en concentration ou en rendement en temps sec.

Les sous-produits de l'épuration

Produits de dégrillage : 0,0 tonne

Sable : 0 tonne

Les boues issues de la station :

- Quantités brute totale : pas d'évacuation de boues en 2019
- Siccité : pas mesurée
- Quantité de matières sèches éliminées : pas d'évacuation de boues en 2019
- Destination : pas d'évacuation de boues en 2019
- Etude préalable à l'épandage accomplie : sans objet

Energie consommée

9 915 kWh consommation en baisse de 9 % par rapport à 2018.


Interventions

RAS

Commentaires :

Un bilan a été réalisé sur la station d'épuration, 100 % de bilans sont conformes à la réglementation.

1.7.1.6.5. Station de Grosrouvres

	Nom	GROSROUVRES Lieu-dit « Derrière le Rosoir »
	Procédé	Filtres plantés de roseaux deux étages
	Date de mise en service	Novembre 2015
	Capacité en équivalent-habitant	503 EH
	Milieu récepteur	Ruisseau du Bérup
	Exploitant	CC2T

La population et son raccordement

- Les effluents collectés sont d'origine domestique
- Communes raccordées : Ansauville, Grosrouvres (Territoire CC2T) et Hamonville et Bernécourt (Conventions de déversement)
- Population INSEE 405 habitants
- Population raccordable 311 habitants
- Population raccordée 300 habitants
- Taux de raccordement 96 %

Charges hydrauliques et pollution

GROSROUVRES	Capacités nominales	Prescriptions de rejet*	Moyennes des entrées en 2019	Moyennes des rejets en 2019	Rendements moyens en 2019	Taux de collecte et taux de dilution en 2019
Débit m ³ /j	117,6		32,7	31,3		46,54% 142%
DBO₅ kg/j	30,2	35 mg/l 80%	3,60	0,09	97,40%	
DCO kg/j	61,6	75%	11,50	0,60	95,10%	
MES kg/j	37,8	80%	6,50	0,03	99,50%	
NK kg/j	5,7		1,70	0,04	97,60%	

(*) : Les normes de rejet sont issues du dossier de déclaration n°54-2012-00152 du 07 septembre 2015. Les exigences de rejet seront respectées en concentration ou en rendement jusqu'au débit de référence (235,90 m³/j).

Les sous-produits de l'épuration

Produits de dégrillage : 0,0 tonne

Sable : 0 tonne

Les boues issues de la station :

- Quantités brute totale : pas d'évacuation de boues en 2019
- Siccité : pas mesurée
- Quantité de matières sèches éliminées : pas d'évacuation de boues en 2019
- Destination : pas d'évacuation de boues en 2019
- Etude préalable à l'épandage accomplie : sans objet

Energie consommée

17 371 kWh, sur les 3 postes de refoulement du système d'assainissement (ANSAUVILLE et GROSROUVRES. Les travaux d'élimination d'ECP réalisés en 2018 sont en cause dans la diminution de la consommation d'électricité sur le PR de Grosrouvres Lisière (-43 %), par contre nous avons une augmentation de la consommation électrique sur les deux autres PR qui réceptionne les effluents des communes ayant conventionnées. Des investigations sont à réaliser pour mieux appréhender le fonctionnement des réseaux extérieurs.

Interventions

Reprise d'un scellement de tampon sur le réseau à proximité de la station d'épuration.

Commentaires :

Un bilan a été réalisé sur la station d'épuration, 100 % de bilans sont conformes à la réglementation.

1.7.1.6.6. Station de Jaillon

	Nom	JAILLON Lieu dit «SERREY»
	Procédé	Infiltration percolation
	Date de mise en service	2001
	Capacité en équivalent-habitant	550 EH
	Milieu récepteur	Ruisseau du Terrouin
	Exploitant	CC2T

La population et son raccordement

- Les effluents collectés sont d'origine domestique
- Communes raccordées : Avrainville, Jaillon
- Population INSEE 698 habitants
- Population raccordable 658 habitants
- Population raccordée 658 habitants
- Taux de raccordement 100 %

Charges hydrauliques et pollution

JAILLON	Capacités nominales	Prescriptions de rejet*	Moyennes des entrées en 2019	Moyennes des rejets en 2019	Rendements moyens en 2019	Taux de collecte et taux de dilution en 2019
Débit m ³ /j		100	53,7	53,7		129% 49,47%
DBO ₅ kg/j	33	70% 25 mg/l	52,60	0,32	99,40%	
DCO kg/j		75 % 125 mg/l	216,80	3,60	98,30%	
MES kg/j		90 % 35 mg/l	126,50	0,70	99,40%	
NK kg/j			7,80	0,26	96,60%	
PT kg/j			1,40	0,13	90,50%	

(*) : Les normes de rejet sont issues de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2005

Les sous-produits de l'épuration

Produits de dégrillage : 0,0 tonne

Sable : 0,0 tonne

Les boues issues de la station :

- Quantités brute totale : pas d'évacuation de boues en 2019
- Siccité : pas mesurée
- Quantité de matières sèches éliminées : pas d'évacuation de boues en 2019
- Destination : pas d'évacuation de boues en 2019
- Etude préalable à l'épandage accomplie : sans objet

Energie consommée

11 792 kWh, sur les deux postes de refoulements du système d'assainissement. Une diminution considérable de la consommation d'électricité est à noter sur le PR d'Avrainville (-75 %)

Interventions

RAS

Commentaires :

Un bilan a été réalisé sur la station d'épuration, 100 % de bilans sont conformes à la réglementation.

1.7.1.6.7. Station de Lagney

	Nom	LAGNEY Lieu-dit « Derrière le Rosoir »
	Procédé	Infiltration-percolation avec lits plantés de roseaux
	Date de mise en service	Octobre 2015
	Capacité en équivalent-habitant	400 EH
	Milieu récepteur	Fossé puis ruisseau du Gudenaux
	Exploitant	CC2T

La population et son raccordement

- Les effluents collectés sont d'origine domestique
- Population INSEE 503 habitants
- Population raccordable 435 habitants
- Population raccordée 435 habitants
- Taux de raccordement 100 %

Charges hydrauliques et pollution

LAGNEY	Capacités nominales	Prescriptions de rejet*	Moyennes des entrées en 2019	Moyennes des rejets en 2019	Rendements moyens en 2019	Taux de collecte et taux de dilution en 2019
Débit m³/j	224,4		99,2	93,8		75,36% 94%
DBO₅ kg/j	24	80% 23 mg/l	5,10	0,80	85,00%	
DCO kg/j	40	75 % 50 mg/l	11,00	4,50	59,00%	
MES kg/j	36	68 % 50 mg/l	5,40	0,90	84,00%	
NK kg/j	6	75 % 11 mg/l	3,40	1,40	58,00%	
PT kg/j	2	40 % 4,5 mg/l	0,40	0,40	14,00%	

(*) : Les normes de rejet sont issues du dossier de déclaration n°54-2013-00178 du 17 septembre 2014. Les exigences de rejet seront respectées en concentration et en rendement jusqu'au débit temps sec (142,8 m³/j) puis en rendement ou en concentration jusqu'au débit de référence (224,40 m³/j).

Des interventions de curages ont eu lieu sur différents secteurs du réseau :

Désignations	Lieux	Dates	Quantités évacuées
Curage réseau + ouvrage cadre + dessableur	Grande Rue, Moncels et Thiebault	23/08/2019	2T
Nettoyage dessableur	Grande Rue	12/12/2019	0.5T

Une fuite de fuel Grande rue a eu lieu dans la nuit du 28/06/2019, le PR Grande Rue a été coupé pour protéger l'installation de traitement. 4 m³ de mélange effluent + fuel ont été pompés pour traitement en centre agréé.

Reprise d'un scellement de tampon rue du Rosoir.

Des interventions ont eu lieu sur la station :

Changement de l'électrovanne sur réservoir de chasse en septembre.

Mise en place de 3 aérateurs solaire de surface pour lutter contre la présence des microalgues en octobre 2019, pour une durée de 1 an.

Le colmatage des lits de filtration suite à une prolifération de ragondins et à la présence de microalgues verts dans le bassin de décantation est des plus inquiétant, des recherches de solutions sont en cours.

Campagne de piégeage ragondin

Les sous-produits de l'épuration

Produits de dégrillage : 0 tonne

Sables : 0 tonne

Les boues issues de la station :

- Quantités brute totale : 0 m³ de boues évacuées en 2019
- Siccité : /
- Quantité de matières sèches éliminées : 0 TMS évacués en 2019
- Destination : STEP de TOUL
- Etude préalable à l'épandage accomplie : Gestion avec les boues produites sur la STEP de Toul

Energie consommé

19 914 kWh. Sur les 3 postes de refoulement du système d'assainissement.

Commentaires :

Un bilan 24H a été réalisé, les résultats obtenus ne sont pas conformes aux obligations réglementaires. Cela s'explique par le colmatage du filtre planté de roseaux.

1.7.1.6.8. Station de Lay Saint Rémy

	Nom	LAY SAINT REMY Lieu-dit « Près Nicolle »
	Procédé	RACINEPUR
	Date de mise en service	Novembre 2013
	Capacité en équivalent-habitant	410 EH
	Milieu récepteur	Ru de Lay Saint Rémy puis Ruisseau du Moulin
	Exploitant	CC2T

La population et son raccordement

- Les effluents collectés sont d'origine domestique
- Population INSEE 355 habitants
- Population raccordable 350 habitants
- Population raccordée 219EH (problématique rejet effluent agricole)
- Taux de raccordement 100 % (sur la base de la population raccordée de 219 EH)

Charges hydrauliques et pollution

LAY SAINT REMY	Capacités nominales	Prescriptions de rejet*	Moyennes des entrées en 2019	Moyennes des rejets en 2019	Rendements moyens en 2019	Taux de collecte et taux de dilution en 2019
Débit m3/j	79,2		29,2	28,15		96,80% 13,78%
DBO₅ kg/j	21,6	35 mg/l 60%	7,27	0,56	93,46%	
DCO kg/j	44	60%	18,39	2,98	84,44%	
MES kg/j	24	50%	6,93	0,42	93,40%	
NK kg/j	4,4		2,34	1,89	40,12%	

(*) : Les normes de rejet sont issues du dossier de déclaration n°54-2012-00141 du 23 novembre 2012. Cependant depuis la publication de l'arrêté du 21 juillet 2015, les performances épuratoires à respecter sont ceux de l'arrêté car plus contraignantes que ceux issus du dossier de déclaration. La modification a été faite dans le tableau (valeur surlignée.) Les exigences de rejet seront respectées en concentration ou en rendement en temps sec.

Les sous-produits de l'épuration

Produits de dégrillage : 0,0 tonne

Sables : 0, tonne

Les boues issues de la station :

- Quantités brute totale : 15m3 de boues évacuées en 2019
- Siccité : 1.55%
- Quantité de matières sèches éliminées : 0,23 TMS évacués en 2019
- Destination : STEP de MAXEVILLE
- Etude préalable à l'épandage accomplie : Gestion avec les boues produites sur la STEP de Maxeville

Energie consommé

20 311 kWh.

Interventions

Une exploitation agricole raccordée au réseau d'assainissement rejette des effluents d'origine agricole au réseau. Afin de ne pas perturber le bon fonctionnement de la station, le DO1 a été obturé et les eaux usées (environ 1/3 des effluents de la commune) ainsi que les effluents agricoles sont rejetés directement au milieu naturel. Un courrier en date du 24 octobre 2013 a été envoyé au service de la Police de l'Eau pour l'informer de notre démarche. Cette exploitation a été sommée de se mettre en conformité au plus tard pour le 1^{er} avril 2015. Depuis le 1^{er} avril 2016, l'exploitation a mis en place sa réserve pour les lisiers mais il reste encore tout le système de reprise des lisiers à installer pour que l'ensemble soit pleinement fonctionnel.

Des rejets d'eaux blanches ont été détectés sur une seconde exploitation agricole ainsi que des lessivages d'effluents agricoles liés à l'imperméabilisation en temps pluies. L'exploitation a réalisé des travaux pour gérer la problématique de lessivage mais n'a pas encore résolu le problème d'eaux blanches rejetées au réseau.


Des interventions de curages ont eu lieu sur différents secteurs du réseau :

Désignations	Lieux	Dates	Quantités évacuées
Nettoyage PR + dessableur	STEP	11/08/2019 24/09/2019	0,5 m ³ de sables

Commentaires

La station a fait l'objet d'une évacuation de boues au cours de l'année. Ces boues une fois pompées ont été envoyées sur la STEP de Maxéville afin de réaliser une valorisation agricole globale avec les boues produites sur la STEP de Maxéville. Une évacuation de boues a été faite le 24/09/2019, elles ont été dépotées sur la STEP de Maxéville. Le volume évacué représente environ 15 m³ pour 0,23 T MS (1.55 % de siccité).

1.7.1.6.9. Station de Lucey

	Nom	LUCEY Lieu-dit « Pont de Pierre »
	Procédé	Infiltration-percolation avec lits plantés de roseaux
	Date de mise en service	2010
	Capacité en équivalent-habitant	750 EH
	Milieu récepteur	Ruisseau de la Prairie
	Exploitant	CC2T

La population et son raccordement

- Les effluents collectés sont d'origine domestique
- Population INSEE 580 habitants
- Population raccordable 564 habitants
- Population raccordée 530EH
- Taux de raccordement 94 %

Charges hydrauliques et pollution

LUCEY	Capacités nominales	Prescriptions de rejet*	Moyennes des entrées en 2019	Moyennes des rejets en 2019	Rendements moyens en 2019	Taux de collecte et taux de dilution en 2019
Débit m ³ /j	324		72,6	72,6		76% 77,43%
DBO ₅ kg/j	45	85%	5,45	0,21	96,16%	
DCO kg/j		80%	16,92	1,74	89,70%	
MES kg/j		50%	4,72	0,35	92,61%	
NK kg/j		75%	4,12	0,12	97,13%	

(*) : Les normes de rejet sont issues du dossier de déclaration n°54-2009-00120 du 06 novembre 2009.
Les exigences de rejet seront respectées en concentration ou en rendement en temps sec.

Les sous-produits de l'épuration

Produits de dégrillage : 0,0 tonne

Sables : 0 tonne

Les boues issues de la station :

- Quantités brute totale : pas d'évacuation de boue en 2019
- Siccité : pas d'évacuation de boue en 2019
- Quantité de matières sèches éliminées : pas d'évacuation de boue en 2019
- Destination : pas d'évacuation de boue en 2019
- Etude préalable à l'épandage accomplie : pas d'évacuation de boue en 2019

Energie consommée

7 281 kW.

Interventions

Des interventions de curages ont eu lieu sur différents secteurs du réseau :

Désignations	Lieux	Dates	Quantités évacuées
Nettoyage PR	STEP	23/10/2019	/

Commentaires

Une obstruction de la conduite entre lagune et PR a eu lieu le 7/10/2019, dû à un amas d'herbes qui a été retiré le jour même.

Le faucardage de la station a eu lieu en novembre 2019.

Un bilan a été réalisé sur la station d'épuration, 100 % de bilans sont conformes à la réglementation.

1.7.1.6.10. Station de Manoncourt-en-Woëvre



Nom	MANONCOURT-EN-WOEVRE Rue du Closé
Procédé	Décanteur digesteur
Date de mise en service	1974-75
Capacité en équivalent-habitant	100 EH
Milieu récepteur	ruisseau du Grand Etang
Exploitant	CC2T

La population et son raccordement

- Les effluents collectés sont d'origine domestique
- Population raccordable lotissement (35 parcelles)
- Population raccordée 80 EH
- Taux de collecte 115%

Charges hydrauliques et pollution

MANONCOURT	Capacités nominales	Prescriptions de rejet*	Moyennes des entrées en 2019	Moyennes des rejets en 2019	Rendements moyens en 2019	Taux de collecte et taux de dilution en 2019
Débit m3/j	16,8		8,3	8,3		42% 85,9%
DBO ₅ kg/j	6,3	60%	1,00	0,26	74,27%	
DCO kg/j		60%	3,40	1,00	69,50%	
MES kg/j		50%	1,70	0,20	88,70%	
NK kg/j			0,50	0,20	51,30%	

(*) en l'absence d'arrêté préfectoral, les valeurs de références sont celles de l'arrêté du 21 juillet 2015.

Les sous-produits de l'épuration

Les boues issues de la station :

- Quantités brute totale : 11,5 m3 de boue évacuées en 2019
- Destination : station d'épuration

Il n'existe pas de plan d'épandage car les boues extraites sont assimilées à des matières de vidange. La vidange a été réalisée le 07/09/2019.

Energie consommée

Sans objet

Commentaires

Bilan conforme à la réglementation en vigueur.

1.7.1.6.11. Station de Pierre-la-Treiche

	Nom	PIERRE-LA-TREICHE Chemin de halage CD 904
	Procédé	Lagunage naturel
	Date de mise en service	1985
	Capacité en équivalent-habitant	800 EH
	Milieu récepteur	Moselle
	Exploitant	CC2T

La population et son raccordement

- Les effluents collectés sont d'origine domestique
- Population INSEE 531 habitants
- Population raccordable 383 habitants
- Population raccordée 383habitants
- Taux de raccordement 100 %

Charges hydrauliques et pollution

PIERRE LA TREICHE	Capacités nominales	Prescriptions de rejet*	Moyennes des entrées en 2019	Moyennes des rejets en 2019	Rendements moyens en 2019	Taux de collecte et taux de dilution en 2019
Débit m³/j	140		59,00	31,20		128% NC%
DBO₅ kg/j	48	35 mg/l 60%	10,60	0,30	97,10%	
DCO kg/j		60%	25,70	2,70	89,60%	
MES kg/j		50%	9,00	2,20	76,10%	
NK kg/j			4,60	0,80	83,00%	

(*) : Les normes de rejet sont issues de l'arrêté préfectoral n°54-2011-0038 du 19 août 2011

Cependant depuis la publication de l'arrêté du 21 juillet 2015, les performances épuratoires à respecter sont ceux de l'arrêté car plus contraignantes que ceux issus du dossier de déclaration. La modification a été faite dans le tableau (valeur surlignée.)

Les sous-produits de l'épuration

Produits de dégrillage : 0,0 tonne

Sable : 0, tonnes

Les boues issues de la station :

- Quantités brute totale : pas d'évacuation de boues en 2019
- Siccité : sans objet
- Quantité de matières sèches éliminées : pas d'évacuation de boues en 2019
- Destination : pas d'évacuation de boues en 2019
- Etude préalable à l'épandage accomplie : sans objet

Energie consommée

4 907 kWh. La pompe 1 sur le PR Rochotte a été remplacé ce qui explique le retour à la normale des consommations électrique.

Interventions

Des interventions de curages ont eu lieu sur différents secteurs du réseau :

Désignations	Lieux	Dates	Quantités évacuées
Débouchage branchement	3 rue du Faubourg	26/11/2019	/
Réfection portail	PR Village	12/09/2019	/
Renouvellement pompe 1	PR Rochotte	26/11/2019	/
Décolmatage vanne pompe 2	PR Rochotte	09/12/2019 31/12/2019	/
Curage PR Village et Rochotte	Village et Rochotte	23/10/2019	0,5 m ³

Commentaires

100 % de bilans sont conformes à la réglementation

1.7.1.6.12. Station de Villey le Sec



Nom	Villey le Sec Route de Gondreville
Procédé	Filtre planté de roseaux deux étages
Date de mise en service	Octobre 2011
Capacité en équivalent-habitant	270 EH
Milieu récepteur	Infiltration dans le sous sol
Exploitant	CC2T

La population et son raccordement

- Les effluents collectés sont d'origine domestique
- Population INSEE 417 habitants
- Population raccordable 220 habitants
- Population raccordée 220 habitants
- Taux de raccordement 100 %

Charges hydrauliques et pollution

VILLEY LE SEC	Capacités nominales	Prescriptions de rejet*	Moyennes des entrées en 2019	Moyennes des rejets en 2019	Rendements moyens en 2019	Taux de collecte et taux de dilution en 2019
Débit m ³ /j	192		21,5	21,5		50% 84%
DBO ₅ kg/j	16,2	90%	3,00	0,10	97,90%	
DCO kg/j	32,4	75%	9,10	0,30	96,30%	
MES kg/j	24,3	90%	4,20	0,04	99,00%	
NK kg/j	4,1	80	1,20	0,02	98,60%	

(*) : Les normes de rejet sont issues du dossier de déclaration n°54-2010-00121 du 24 septembre 2010. Les exigences de rejet seront respectées en concentration ou en rendement en temps sec.

Les sous-produits de l'épuration

Produits de dégrillage : 0,0 tonne

Sable : 0,0 tonne

Les boues issues de la station :

- Quantités brute totale : pas d'évacuation de boues en 2019
- Siccité : sans objet
- Quantité de matières sèches éliminées : pas d'évacuation de boues en 2019
- Destination : pas d'évacuation de boues en 2019
- Etude préalable à l'épandage accomplie : sans objet

Energie consommée

1480 kWh.

Interventions

Des interventions de curages ont eu lieu sur différents secteurs du réseau :

Désignations	Lieux	Dates	Quantités évacuées
Nettoyage du PR	Rue de la Géologie	23/10/2019	/

Commentaires

Changement d'une vanne d'alternance

Mise en place d'un système de verrouillage des cuves de bâchée.

Le faucardage de la station a eu lieu en décembre 2019.

100 % de bilans sont conformes à la réglementation

1.7.1.6.13. Station de Villey Saint Etienne

	Nom	VILLEY SAINT ETIENNE Chemin de halage CD 904
	Procédé	Lagunage naturel
	Date de mise en service	
	Capacité en équivalent-habitant	1230 EH
	Milieu récepteur	Moselle
	Exploitant	CC2T

La population et son raccordement

- Les effluents collectés sont d'origine domestique
- Population INSEE 1 123 habitants
- Population raccordable 1 123 habitants
- Population raccordée 1041 habitants
- Taux de raccordement 93 %

Charges hydrauliques et pollution

VILLEY SAINT ETIENNE	Capacités nominales	Prescriptions de rejet*	Moyennes des entrées en 2019	Moyennes des rejets en 2019	Rendements moyens en 2019	Taux de collecte et taux de dilution en 2019
Débit m ³ /j		370	255	216,6		86,4% 24,92%
DBO ₅ kg/j	74	60% 35 mg/l	19,38	1,08	94,41%	
DCO kg/j		65 % 200 mg/l	58,65	14,51	75,26%	
MES kg/j		50 %	9,95	1,08	89,11%	
NK kg/j			9,89	5,09	48,55%	
PT kg/j			0,74	1,06	-43,52%	

(*) : Les normes de rejet sont issues de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015

Les sous-produits de l'épuration

Produits de dégrillage : 0,0 tonne

Sable : 0,0 tonne

Les boues issues de la station :

- Quantités brute totale : pas d'évacuation de boues en 2019
- Siccité : sans objet
- Quantité de matières sèches éliminées : pas d'évacuation de boues en 2019
- Destination : pas d'évacuation de boues en 2019
- Etude préalable à l'épandage accomplie : sans objet

Energie consommée

5 996 kWh sur les deux postes de refoulements

Interventions

Des interventions de curages ont eu lieu sur différents secteurs du réseau :

Désignations	Lieux	Dates	Quantités évacuées
Curage PR	Rue du Poulain + STEP	19/12/2019	1.5 m ³ d'effluent
Changement chaîne de levage pompe 2	PR Rue du Poulain	19/12/2019	/

Commentaires


50 % de bilans sont conformes à la réglementation, le dernier bilan a été réalisé dans des conditions de fonctionnement anormal avec un volume d'entrée à plus de 800 m³ (eau fortement diluée) alors que nous avons en général un volume compris entre 200 et 300 m³.

1.7.1.6.14. Station du Pôle Industriel Toul Europe

	Nom	TOUL PITE – route de Villey St Etienne
	Procédé	Disques biologiques
	Date de mise en service	2011
	Capacité en équivalent-habitant	650 EH extensible à 1 300
	Milieu récepteur	Ruisseau du Taconnet
	Exploitant	VEOLIA

Le détail du fonctionnement figure dans le rapport du délégataire joint en annexe 4.

1.7.1.6.15. Station de Toul

	Nom	TOUL Chemin du Pré au Lait
	Procédé	Boues activées
	Date de mise en service	1992
	Capacité en équivalent-habitant	27 000 EH
	Milieu récepteur	Ruisseau du Taconnet
	Exploitant	VEOLIA

Le détail du fonctionnement figure dans le rapport du délégataire joint en annexe 4.

1.7.1.6.16. Station de Gondreville

	Nom	Gondreville/Fontrnoy
	Procédé	Boues activées
	Date de mise en service	
	Capacité en équivalent-habitant	4 000 EH
	Milieu récepteur	Moselle
	Exploitant	VEOLIA

Le détail du fonctionnement figure dans le rapport du délégataire joint en annexe 4.

1.7.1.6.17. Station d'Aingeray

	Nom	AINGERAY
	Procédé	Boues activées
	Date de mise en service	1986
	Capacité en équivalent-habitant	4 200 EH
	Milieu récepteur	Moselle
	Exploitant	SUEZ

Le détail du fonctionnement figure dans le rapport du délégataire joint en annexe 4.

1.7.2. Tarification de l'assainissement et recettes du service

1.7.2.1. Les modalités de tarification

En 2015, le service d'assainissement en régie a été soumis à la TVA afin de s'aligner sur les prestations déléguées à VEOLIA assujetti à une TVA de 10%.

1.7.2.2. Les éléments relatifs au prix du mètre cube

1.7.2.2.1. La redevance d'assainissement collectif

En application du décret n° 67-945 du 24 octobre 1967 et des textes d'application, l'utilisateur domestique raccordé à un réseau public d'évacuation des eaux usées est soumis au paiement de la redevance d'assainissement. Des critères techniques précisent les conditions de versement des redevances établies. Ils conduisent à la définition de groupes de communes assujetties à un même montant de redevance.

Cette redevance est fixée par délibération de l'Assemblée Délibérante de la Communauté de Communes du Toulain et a pour assiette la consommation d'eau de l'utilisateur. La notion d'utilisateur comprend les personnes raccordées au réseau (propriétaires ou locataires) et celles qui sont raccordables (articles R. 372-6 à R. 372-18 du Code des Communes).

Lorsqu'une station d'épuration est programmée (à la date de délivrance de l'ordre de service de démarrage des travaux de construction), les immeubles raccordés au réseau d'assainissement sont assujettis à une augmentation de la redevance, lissée sur trois années afin d'atteindre le montant de redevance des communes bénéficiant d'un traitement.

Lors de la création d'un nouveau réseau, la redevance est due pour les usagers raccordables à la date de réception de l'ouvrage, selon la catégorie auxquels ils appartiennent.

Les propriétaires d'assainissement non collectif produisant un rejet dans un système de collecte public, réseau ou fossé, sont soumis à la redevance assainissement à minima fixée par le Conseil de Communauté, en contrepartie du service rendu.

Toute personne tenue de se raccorder au réseau d'assainissement et s'alimentant en eau totalement ou partiellement à une source autre qu'un service public, doit en faire la déclaration au Service Assainissement de la Communauté de Communes du Toulais.

Lorsque l'utilisateur est un exploitant agricole ou une entreprise industrielle, commerciale ou artisanale, l'assiette de la redevance est déterminée dans les conditions prévues par les articles 7 et 8 du décret n° 67-945 du 24 octobre 1967, de l'arrêté préfectoral en date du 30 mai 1996 et des circulaires du 12 décembre 1978 du 26 décembre 1996 et complétés par le décret 2000-237 du 13/03/2000.

Lorsque l'utilisateur s'alimente totalement ou partiellement en eau à une source autre qu'un service public de distribution, le nombre de mètres cubes d'eau, servant de base à la redevance, est déterminé en fonction des caractéristiques des installations de captage ou des autorisations de pompage des points de prélèvement ou de tout autre moyen. La Communauté de Communes du Toulais exige que l'utilisateur installe à ses frais une mesure directe des volumes prélevés par un dispositif de comptage. L'utilisateur se soumettra à tout contrôle ou relevé de compteur.

A défaut ou en cas de désaccord, la consommation sera égale au nombre de personnes composant le foyer multiplié par la consommation d'eau à raison de :

- 40 m³/habitant/an pour les usages domestiques ;
- 45 m³/UGB/an ;
- 9 m³/tête de petit bétail/an.

On peut distinguer trois parts :

- Part collectivité : elle s'applique à toutes les communes et elle permet d'une part d'assurer le fonctionnement du service pour les communes en régie et d'autre part de financer les travaux pour toutes les communes de la CC2T ;
- Part délégataire : elle s'applique uniquement aux communes en délégation de service public et elle permet d'une part d'assurer le fonctionnement du service ;
- La redevance pour la modernisation des réseaux de collecte est mise en place depuis le 1^{er} janvier 2008 et est perçue par le service d'assainissement pour le compte de l'agence de l'eau Rhin-Meuse en application de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006. Elle permet notamment le financement d'investissements nécessaires pour maintenir et améliorer le niveau de l'assainissement des eaux usées (annexe 5).

1.7.2.2.2. La redevance d'assainissement non-collectif

Elle correspond à un forfait, frais de déplacement compris pour réaliser les contrôles réglementaires des installations.

1.7.2.3. Présentation d'une facture

Un modèle de facture est présenté commune par commune en annexe sur la base d'une consommation annuelle de 120 m³.

1.7.2.4. Les autres recettes d'exploitation

Dans le cadre de la réforme de la fiscalité de l'urbanisme, la participation pour raccordement à l'égout instituée par l'article L.1331-7 du code de la santé publique pour financer le service d'assainissement collectif et perçue auprès des propriétaires d'immeubles achevés postérieurement à la mise en service du réseau public de collecte auquel ils sont raccordables, ne sera plus applicable pour les dossiers de permis de construire déposés à compter du 1^{er} juillet 2012.

Cette participation est remplacée par une participation pour le financement de l'assainissement collectif (PAC) instaurée par l'article 30 de la loi de finance rectificative pour 2012, n°2012-254 du 14 mars 2012, et applicable aux propriétaires des immeubles soumis à obligation de raccordement ;

- le montant de la participation doit être inférieur à 80 % de la valeur d'un assainissement autonome diminué le cas échéant du montant de la participation aux travaux due par le propriétaire ;
- la participation pour le financement de l'assainissement collectif ne peut se cumuler avec une taxe d'aménagement à un taux majoré pour le financement de l'assainissement supérieur à 5 %.

La tarification de la PAC est de :

- Immeuble d'habitation individuel ou collectif par permis de construire ou habitations individuelles dans le cadre d'un permis groupé : 11,20 € HT/ m² de surface de plancher ;
- Immeuble à usage commercial, industriel ou bâtiment public par permis de construire : 11,20 € HT / m² de surface de vestiaires et sanitaires.

Les travaux de branchement : Pour les immeubles édifiés postérieurement à la mise en service du réseau, la partie branchement située sous le domaine public est réalisée à la demande du propriétaire et à ses frais sur la base d'un devis par le Service Assainissement. La Communauté de Communes du Toulousain se fera rembourser auprès des propriétaires les dépenses entraînées par les travaux d'établissement de la partie publique du branchement et facturera au propriétaire 100% des frais d'établissement du branchement sur la base d'un devis adressé au propriétaire et majoré de 10% de frais de gestion et déduction faite des subventions éventuelles. Le devis dépend des prix unitaires du marché en cours et de la nature des travaux à réaliser.

La prime à l'épuration : L'Agence de l'eau apporte son appui pour lutter contre la pollution d'origine domestique et verse une prime aux collectivités qui assurent le bon fonctionnement de leurs stations d'épuration. Ce dispositif accompagne la mise en œuvre de la réglementation en matière d'assainissement. Il incite les gestionnaires de stations d'épuration à améliorer le rendement des équipements épuratoires et réduire ainsi les pollutions rejetées.

Diagnostic assainissement : depuis le 1^{er} janvier 2011, il est obligatoire pour les habitations équipées d'assainissement non- collectif.

Ce contrôle consiste à repérer chez le particulier les installations non-conformes afin de supprimer d'une part, tout rejet direct d'eaux usées dans le milieu naturel ou dans le réseau de collecte des eaux pluviales et d'autre part, les intrusions d'eaux pluviales dans le réseau de collecte des eaux usées. Il fera l'objet d'un avis circonstancié adressé au demandeur.

La condition d'institution de ce service non obligatoire est proposée au tarif forfaitaire suivant pour l'année 2019, frais de déplacement compris à 120,00 € HT.

1.7.2.5. Financement du fonctionnement

Dépenses de fonctionnement	2018	2019	Commentaires
Charges à caractère général	321 214	438 146	Dont accompagnement reprise en régie
<i>achats et variation des stocks</i>	165 229	198 085	
<i>sous-traitance générale</i>	91 953	85 460	
<i>autres services extérieurs</i>	61 766	150 718	
<i>impôts, taxes et versements assimilés</i>	2 265	3 884	
Charges de personnel et frais assimilés	290 082	343 036	
Autres charges de gestion courante	1 881	8 323	
Charges financières	157 224	144 654	
Charges exceptionnelles et dot. aux provisions	25 743	82 677	
Opérations d'ordre de transfert entre section	769 941	880 396	Dotations aux amortissements
Atténuations de produits	78 668	84 271	Redevance MRC reversée à l'agence de l'eau
TOTAL	1 644 752	1 981 504	
Recettes de fonctionnement	2018	2019	Commentaires
Atténuations de charges	0	0	
Résultat de fonctionnement reporté	417 817	572 502	
Vente de produits et prestations de service	809 709	1 009 957	
<i>redevance assainissement collectif</i>	411 610	537 819	
<i>redevance pour modernisation des réseaux</i>	83 775	76 294	
<i>prestation de branchement</i>	120 392	151 827	
<i>PRE / PAC</i>	48 301	85 731	
<i>remboursement réseau pluvial</i>	139 011	151 452	
<i>redevance assainissement non-collectif</i>	6 171	3 020	
<i>divers</i>	447	3 814	
Subventions d'exploitation et redevance du fermier	1 441 995	1 511 709	
<i>primes à l'épuration</i>	109 322	105 691	
<i>redevances d'assainissement (DSP)</i>	1 332 085	1 406 018	
<i>divers</i>	588	0	
Produits exceptionnels	97 190	9 490	

Opérations d'ordre de transfert entre section	192 146	224 339	
TOTAL	2 958 856	3 327 997	

1.7.3. Indicateurs de performance

Conformément au décret n°2007-675 du 2 mai 2007, les indicateurs dont la liste suit sont mis en place au sein de la collectivité depuis le 1^{er} janvier 2008.

1.7.3.1. Indicateurs descriptifs du service

D201.0 - Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif

DSP : 32 772 habitants
Régie : 12 310 habitants

D202.0 – Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées
CC2T : 212 ASD

D203.0 - Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration

DSP : 462,4 tonnes de matières sèches
Régie : 0,23 tonne de matières sèches

D204.0 - Prix TTC du service au m3 pour 120 m3

DSP : 1,922 € TTC
Régie : 1,922 € TTC

1.7.3.2. Indicateurs de performance du service

P207.0 - Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité

DSP : Toulaises : 0 €
DSP Gondreville : 0 €
DSP Aingeray : 1 955,82 €
Régie : 0 €

P257.0 - Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente

DSP : Toulaises : 0,97%
DSP Gondreville : 0,29%
DSP Aingeray : 22,20%
Régie : 3,57 %

P201.1 - Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées

DSP : 95%
Régie : 78 %

P251.1 - Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers

DSP : Toulaises : 0,04°/00
DSP Gondreville : 0,35°/00
DSP Aingeray : NC
Régie : 0 °/00

P.258.1 - Taux de réclamations

DSP : Toulaises : 0,23°/00
DSP Gondreville : 0,0°/00
DSP Aingeray : NC
Régie : 0,75 °/00

Attention en régie les réclamations orales sont comptabilisées alors qu'en DSP seuls les courriers le sont ce qui explique cette différence.

P202.2 - Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées

DSP : Toulaises : 25
DSP Gondreville : 30
DSP Aingeray : 72
Régie : 30

P252.2 - Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau

DSP : Toulaises : 12,67 u/100 km
DSP Gondreville : 10,15 u/100 km
DSP Aingeray : 0 u/100 km
Régie : 3,4 u/100 km

P253.2 – Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées

CC2T : 0,79%

P256.2 - Durée d'extinction de la dette de la collectivité

3,8 années

P206.3 - Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation

DSP : 100 %
Régie : 100 %

P254.3 - Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel pris en application de la police de l'eau

DSP : Toulaises : 100 %
DSP Gondreville : 100 %
DSP Aingeray : 100 %
Régie : 88 %

P255.3 - Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées

DSP : 60/120
Régie : 40/120

1.7.4. Financement des investissements

1.7.4.1. Réalisations 2019

- CHARMES-LA-COTE et DOMGERMAIN Village 2018-2020 : Travaux de mise en conformité des systèmes d'assainissement et création d'une station intercommunale – 1375 EH – 1 840 ml de refoulement (DN 90 à 140 mm) ; 3 865 ml de canalisation gravitaire (DN 200 à 600 mm) ; 3 PR ; 14 DO ; 13 dessableurs et 249 reprises de branchement ; 1 station d'épuration
- CHAUDENEY SUR MOSELLE – 3 réparations ponctuelles Rue de Moselly
- ECROUVES : Renouvellement du réseau Rue de l'Hôtel de Ville et RD 400 – 45 ml DN 315 – 45 ml DN 500 – 175 ml DN 600 B – 8 ml DN 800 B + 29 branchements

- GONDREVILLE : Renouvellement du réseau de l'Impasse du Château des Princes 25 ml DN 200 et renouvellement des 28 boîtes de branchements Rue du Château des Princes par des boîtes siphonnés
- PAGNEY-DERRIERE-BARINE : Renouvellement du réseau d'eau pluviale Rue du Ruisseau – 80 ml DN 800 béton
- TOUL : Renouvellement du réseau et branchements Rue du Pont de Bois - 10 ml DN 315 / 73 ml DN 500 + 23 branchements
- TOUL : Renouvellement de réseau Rue d'Inglemur et Pierre Hardie - 80 ml DN 200 – 20 ml DN 315 + 12 branchements
- TOUL : 3 réparations ponctuelles Rue du Champ de Foire
- CC2T : Mise en place d'une supervision et passage à l'IP de l'ensemble des sites télégrés

1.7.4.2. Financement des investissements

Dépenses d'investissement	2018	2019	Commentaires
Déficit d'investissement reporté	0	1 216 764	
Emprunts et dettes assimilées	270 825	296 463	
Immobilisations incorporelles	22 171	29 121	
Immobilisations corporelles	933 003	682 638	
Immobilisations en cours	1 960 909	2 785 949	
Autres immobilisations financières	48 368	0	
Opérations d'ordre de transfert entre section	192 146	224 339	
Opérations patrimoniales	103 548	70 641	
TOTAL	3 530 970	5 305 914	

Recettes d'investissement	2018	2019	Commentaires
Excédent d'investissement reporté	333 556	0	
Dotations, fonds divers et réserves	509 038	741 603	
Subventions d'investissement	598 123	260 713	
<i>Agence de l'eau</i>	<i>598 123</i>	<i>170 880</i>	
<i>Département</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	
<i>Autres</i>	<i>0</i>	<i>89 833</i>	
Emprunts et dettes assimilées	0	1 722 500	
Immobilisations incorporelles	0	0	
Immobilisations en cours	0	37 572	
Autres immobilisations financières	0	0	
Opérations d'ordre de transfert entre section	769 941	880 396	
Opérations patrimoniales	103 548	70 641	
TOTAL	2 314 206	3 713 424	

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT			
TOTAL DEPENSES	1 981 503,58	4 089 150,45	6 070 654,03
TOTAL RECETTES	2 755 495,44	3 713 424,15	6 468 919,59
RESULTAT DE L'EXERCICE	+773 991,86	-375 726,30	+398 265,56
REPORT EXERCICE ANTERIEUR	+572 501,82	-1 216 763,79	-644 261,97
RESTES A REALISER (SOLDE)		+1 553 739,52	+1 553 739,52
RESULTAT CUMULE	+1 346 493,68	-38 750,57	+1 307 743,11

Etat de la dette

	CA 2019
remboursement en capital	296 463 €
intérêts de la dette	144 654 €
Annuité du compte administratif 2019	441 118 €
Annuité par habitant	10 €

Annuité / RRF	17%
Capital restant dû (CRD) au 31/12/2019	5 387 604 €
CRD par habitant (<i>pop. légale 2019</i>)	118 €
Encours /RRF	213%

Epargne et capacité de désendettement

Epargne de gestion	1 574 703 €
Epargne brute	1 430 048 €
Epargne nette	1 133 585 €
Capacité de désendettement (en années)	3,8

1.7.5. Etudes réalisées en 2019

Sans objet

1.7.6. La prospective 2020

1.7.6.1. Fonctionnement du service

Dans la continuité des actions engagées depuis 2012 pour conforter le fonctionnement du service et améliorer sa performance :

- Boucq : Finalisation du PRO ;
- Bouvron : Finalisation du PRO
- Domgermain Village + Charmes la Cote : Réception des travaux
- Trondes : réalisation du dossier de consultation des entreprises, lancement des travaux en 2020
- Validation des zonages d'assainissement Charmes-la-Cote et Domgermain ;
- Lancement des études d'assainissement sur Domèvre-en-Haye, Manoncourt-en-Woevre, Manonville, Minorville, Noviant-aux-Près, Tremblecourt (Assainissement Terres Toulaises Nord)
- Mise en œuvre de l'opération collective de lutte contre les pollutions dispersées ;
- Etude de redimensionnement du collecteur Rue de l'Hôpital Militaire de Toul ;

1.7.6.2. Investissements

Communes	Opérations	Impact GP en € HT	Coût après Etudes	Commentaires
Dommartin les Toul	Raccordement réseau Avenue Foch (Rejet direct en Moselle)	83 000,00 €	83 000,00 €	Report 2018 étude - impact milieu- Travaux programmés
Dommartin les Toul	Quartier Aldi - secteur Stade (Rejet direct en Moselle)	410 000,00 €	410 000,00 €	Etude en cours - impact milieu
Dommartin les Toul	Rue de la prairie - DO ou reprise réseaux	5 000,00 €	5 000,00 €	Etude à réaliser - report 2018 - impact milieu
Ecrouves	Seceteur Intermarché (rejet direct à l'Ingrassin)	190 000,00 €	190 000,00 €	Etudes a affiner avec levé topographique + Choix de la CC2T : gestion NC via Intermarché ou gestion communautaire
Gondreville	Rue des Tilleuls et Impasse des Tilleuls	0,00 €	0,00 €	Diag réseau fait, planifier enquêtes de branchements
Gondreville	Rue de la Bergerie	26 000 €	26 000 €	Etudes faites, 6 bchts, 4 MAN+F, 2 OP
Gondreville	Rue du Moulin	0,00 €	0,00 €	en attente retour commune sur intérêt/modalité du raccordement
Jaillon	Prolongation exutoire DO Grande Rue (demande de la commune)	10 000,00 €	10 000,00 €	Intervention sur DO et arrivée dans le PR - amélioration du fonctionnement
Manoncourt en Woevre	Renouvellement du réseau EP RD 10	25 000,00 €	25 000,00 €	Etude à affiner - priorisation du renouvellement des réseaux
Manoncourt en Woevre	Renouvellement réseau EU en domaine privé	68 000,00 €	68 000,00 €	Etude à affiner - priorisation du renouvellement des réseaux
Toul	Réseau clinique Psy	140 000,00 €	140 000,00 €	Report depuis 2016, proposition de décalage à 2020
Toul	Réhabilitation du dalot Rue de l'Hopital Militaire	6 000,00 €	6 000,00 €	Etudes en cours - diagnostic poussé réalisé du 13 au 17 mai prochain
Toul	Création d'un DO Avenue Général Bigeard	32 000,00 €	32 000,00 €	report 2018 - priorisation du renouvellement des réseaux

Toul	Rue du Saint Michel	0,00 €	145 000,00 €	Retour VE RAS - Travaux AEP lancés, détection de deux réseaux supplémentaires vétustes, diag fait, besoin de reprendre 38 branchements et 9 avaloirs, quelques opérations de GP
Toul	Avenue Albert 1er	35 000,00 €	35 000,00 €	ITV faites, quelques défaut, interventions ponctuelles - priorisation du renouvellements des réseaux
Toul	Rue de la Viergeotte	6 000,00 €	6 000,00 €	Manque d'ITV, besoin d'en réaliser d'autres en 2019- travaux reportés en 2020 cf mail Ville de Toul du 04/04/19
Velaine en Haye	Création d'un réseau d'assainissement	0,00 €	0,00 €	Etudes à faire AC/ANC en 2019- Travaux communaux en 2020 cf courrier Bois de Haye du 24/04/19
CC2T	Mise à niveau de tampons	40 000,00 €	40 000,00 €	au besoin
CC2T	Curage Fossés (fonctionnement)	15 000,00 €	15 000,00 €	au besoin
TOTAL GENERAL		1 091 000 €	1 236 000 €	

1.7.7. Actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau

Pas de versement en 2019

1.8. Le service public de l'assainissement non-collectif (SPANC)

Le Service Public d'Assainissement Non collectif a été créé le 1^{er} janvier 2008 par la Communauté de Communes du Toulais. Cette compétence est rendue obligatoire par la Loi sur l'Eau et retranscrite dans l'article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ce rapport a pour but de renseigner nos usagers sur les aspects techniques et financiers du service.

1.8.1. Service Public d'Assainissement Non Collectif : missions et organisation

1.8.1.1. Missions du Service Public d'Assainissement Non Collectif

La mise en place du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) est intervenue le 1^{er} janvier 2008 (délibération du 5 décembre 2007). Parallèlement le règlement « assainissement non collectif » a été adopté à la même date avec une entrée en vigueur en janvier 2008. Le règlement permet de demander une étude de sol dans le cadre de l'étude d'implantation de la filière lors de l'instruction du permis de construire.

L'assainissement non collectif recouvre l'ensemble des installations d'assainissement individuelles ou autonomes composées d'une fosse septique ou d'une fosse toutes eaux pour les plus récentes et d'un dispositif de traitement et d'infiltration dans le sol.

La Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 est à l'origine de la création des Services Publics d'Assainissement Non Collectif. Deux arrêtés ministériels pris en date du 6 mai 1996 déterminent précisément les missions du SPANC ainsi que les prescriptions techniques applicables en matière d'assainissement non collectif.

La mission du SPANC est une mission de contrôle de l'assainissement non collectif à tous les niveaux qui de fait, se double d'une mission de conseil auprès de l'ensemble des acteurs.

1.8.1.1.1. Installations à créer ou à réhabiliter

C'est, conformément à la loi, une mission de contrôle technique relatif à la conception et à la réalisation des dispositifs d'assainissement.

A cette occasion, une plaquette d'information à destination des usagers et des artisans a été réalisée par le service. Cette plaquette est distribuée pour toute demande d'autorisation d'installation d'un assainissement non collectif.

Le contrôle de conception et d'implantation : Ce contrôle est réalisé de préférence avant l'instruction des demandes d'urbanisme. Notre service dispose d'un mois pour donner un avis technique sur le projet d'assainissement lié à la demande d'urbanisme. L'avis du SPANC porte sur l'adaptation de l'installation projetée à la configuration de la parcelle, à la nature du sol et au logement prévu. Cette mission est essentielle car elle est un gage de bon fonctionnement futur de l'installation dans l'intérêt du propriétaire comme de la collectivité.

Le contrôle de réalisation : Ce contrôle est fait avant le remblaiement des ouvrages, une contre visite gratuite est faite également si nécessaire. Il permet de s'assurer que le dispositif a été mis en place conformément au projet validé par le service. Concernant les installations existantes, celles-ci peuvent présenter des dysfonctionnements ayant des impacts environnementaux et/ou sanitaires. Le propriétaire entre alors dans une démarche de réhabilitation de son dispositif d'assainissement et les étapes à respecter (contrôle de conception / contrôle de réalisation) sont alors identiques à celles indiquées ci-dessus.

1.8.1.1.2. Installations d'assainissement existantes

Le parc d'assainissement non collectif sur le territoire de la Commune est estimé à 644 installations.

Le recensement des installations s'est effectué sur les dossiers communiqués par le Syndicat Départemental de l'Assainissement Autonome de Meurthe et Moselle, qui gère l'assainissement non-collectif pour le compte des communes avant la création du SPANC. Ce chiffre est réactualisé tous les

ans sur la base des contrôles effectués dans les communes ayant validé leur zonage d'assainissement en enquête publique. Ce chiffre est probablement surestimé.

Les missions du SPANC sur les installations existantes portent sur la réalisation d'un contrôle périodique de bon fonctionnement et d'entretien (contrôle des installations existantes). Il s'agit ici aussi d'une obligation légale qui consiste à s'assurer que les installations d'assainissement non collectif sont correctement entretenues par leurs propriétaires ou leurs occupants.

L'article 2 de l'arrêté du 6 mai 1996 fixant les modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif précise que le contrôle de bon fonctionnement porte au moins sur les points suivants :

- vérification du bon état des ouvrages, de leur ventilation et de leur accessibilité,
- vérification du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration,
- vérification de l'accumulation normale des boues à l'intérieur de la fosse toutes eaux, fosse septique et dispositifs de dégraissage,
- vérification de la réalisation périodique des vidanges,
- vérification de l'entretien périodique des dispositifs de dégraissage, si la filière en comporte.

La fréquence retenue par la collectivité pour le contrôle de bon fonctionnement est de 10 ans depuis le 05/12/2019.

A ce jour, les contrôles ont porté sur les communes ayant réalisé la mise en enquête publique officielle du zonage d'assainissement collectif/non collectif. Il s'agit des communes d'Andilly, Ménil La Tour, Royaumeix, Sanzey, Bruley, Foug, Pagney derrière Barine, Pierre-la-Treiche, Lucey, Dommartin les Toul, Ecrouves et Toul.

Les contrôles portent sur les communes dotées d'une station d'épuration et sur les habitations en dehors du zonage d'assainissement collectif.

Pour les communes n'ayant pas à ce jour de station d'épuration et n'ayant pas de zonage validé, les habitations qui seront contrôlées seront celles situées à l'écart et dont un raccordement est impossible techniquement et ou trop lourd financièrement.

En revanche, depuis le 1^{er} janvier 2011, le contrôle de l'assainissement est obligatoire sur les habitations mises en vente dans ces communes puisqu'un rapport sur l'assainissement de l'habitation doit être annexé à la promesse de vente. Toutes les habitations sont alors concernées en dehors ou non du zonage d'assainissement collectif/non collectif.

Les contrôles diagnostics de bon fonctionnement et d'entretien sont en majorité défavorables, soit il n'y a aucun ouvrage d'assainissement non collectif, soit l'assainissement non collectif est incomplet. En effet, il y a un prétraitement type fosse septique mais il manque le traitement type filtre à sable ou autre. Les eaux usées en sortie de fosse ne correspondent pas aux normes de rejet indiquées dans l'arrêté puisqu'elles n'y sont pas traitées.

1.8.1.2. Conseil aux usagers

Les usagers du service public ont à leur disposition un technicien en assainissement non collectif capable de répondre aux questions techniques et réglementaires. Cette démarche s'inscrit dans un souci de qualité du service rendu aux usagers.

1.8.1.3. Evolutions réglementaires

La loi Grenelle 2¹ renforce les collectivités territoriales dans leur mission de contrôle : contrôle de conception des installations neuves ou à réhabiliter préalablement à la demande de permis de construire ou d'aménager, contrôle d'entretien et de bon fonctionnement des installations existantes au plus tard le 31 décembre 2012, puis au maximum tous les dix ans. Avec l'accord du propriétaire, elles peuvent procéder aux travaux prescrits dans le cadre du contrôle. Un document attestant de la conformité du

¹ **Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010** portant engagement national pour l'environnement. Cette loi vise à mettre en œuvre la loi n° 2009-967 du 3 août 2009, dite loi Grenelle 1, qui avait posé le cadre d'action d'un nouveau modèle de développement durable.

dispositif d'assainissement non-collectif lors de la vente d'un immeuble est exigible depuis le 1^{er} janvier 2011.

Vidange des fosses septiques

Les personnes réalisant les vidanges des installations d'assainissement non collectif, prenant en charge le transport jusqu'au lieu d'élimination des matières extraites, sont soumises à agrément préfectoral². La demande d'agrément pour les vidangeurs en activité doit avoir été faite au 31 décembre 2010. L'activité d'élimination proprement dite de ces matières n'est pas concernée.

² Arrêté du 3 décembre 2010 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif (modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009)

Communes	2018	2019
	Nombre d'ANC	Nombre d'ANC
Andilly	9	9
Ansauville	6	6
Bicqueley	20	20
Boucq	Absence de zonage	Absence de zonage (8 à l'écart)
Bouvron	Absence de zonage	Absence de zonage (3 à l'écart)
Bruley	4	4
Charmes La Côte	Absence de zonage	4
Chaudeney sur Moselle	12	12
CholoyMénillot	Absence de zonage (1 nouvelle installation en 2013)	38 (+1 nouvelle installation en 2019)
Domèvre-en-Haye	4	4
Domgermain	Absence de zonage (3 habitations à l'écart + 1 nouvelle installation en 2013)	48
Dommartin les Toul	5	5
Ecrouves	14	14
Foug	16	16
Grosrouvres	3	3
Gye	20	20
Lagney	2	2
Laneuveville Derrière Foug	Absence de zonage	Absence de zonage (3 à l'écart)
Lay Saint Rémy	3	3
Lucey	9	9
Manoncourt en Woëvre	Absence de zonage (1 nouvelle installation en 2018)	Absence de zonage (12 à l'écart + 1 nouvelle installation en 2019)
Manonville	2	2
Ménil La Tour	5	5
Minorville	13	13 (+1 nouvelle installation en 2019)
Noviant-aux-Prés	17	17
Pagney derrière Barine	5	5
Pierre la Treiche	48	48 (+1 nouvelle installation en 2019)
Royaumeix	3	3
Sanzey	5	5
Toul	61	61
Tremblecourt	2	2 (+1 nouvelle installation en 2019)
Trondes	Absence de zonage (8 habitations à l'écart)	Absence de zonage (8 habitations à l'écart)
Villey-le-Sec	91 (1 nouvelle installation en 2018)	92 (+1 nouvelle installation en 2019)
Aingeray,Avrainville,Fontenoy-sur-Moselle,Francheville,Gondreville,Jaillon,Sexey les Bois,Velaine-en-Haye,Villey St Etienne	132	132 (+2 nouvelles installations en 2019)
TOTAL	506	644

1.8.1.4. Réhabilitation des installations d'ANC

La principale difficulté reste le coût financier supporté par le particulier pour une réhabilitation de son assainissement non collectif. Le particulier est généralement favorable à la réhabilitation de son assainissement non collectif mais n'a pas les moyens financiers. Il existe les aides de ANAH (mais conditions d'attribution limitées et faible montant des aides), le taux réduit de TVA (7 %), certaines aides de la Caisse d'Allocation Familiale ou d'une caisse de retraite (peu élevée également). Le prêt éco PTZ existe mais uniquement pour les résidences principales construites avant le 1^{er} janvier 1990.

1.8.1.5. Autorisation des sols

Les autorisations des sols sont majoritairement des demandes de permis de construire et des certificats d'urbanisme. Les demandes de permis de construire concernent principalement Toul (132).

377 dossiers dont 140 avec Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C) ont été instruits en 2019.

1.8.2. Bilan technique des actions menées en 2019

1.8.2.1. Contrôle des installations neuves ou à réhabiliter

1.8.2.1.1. Contrôles de conception

31 dossiers ont été instruits pour une installation neuve ou à réhabiliter.

1.8.2.1.2. Contrôles de réalisation

8 visites de chantier ont été réalisées.

1.8.2.2. Contrôle des installations existantes

2. COMMUNE	VISITES PREVUES	VISITES REALISEES	REFUS	C	CR	NC
TOUL	0	13	0	4	0	9
PAGNEY-DERRIERE-BARINE	0	1	0	0	0	1
VELAINE-EN-HAYE	0	3	0	0	0	3
MANONCOURT-EN-WOËVRE	0	1	0	0	0	1
DOMEVRE-EN-HAYE	0	1	0	0	1	0
NOVIAINT-AUX-PRES	0	1	0	0	0	1
AINGERAY	0	1	0	0	0	1
ANSAUVILLE	0	2	0	1	1	0
VILLEY-LE-SEC	0	2	0	0	0	2
MANONVILLE	0	1	0	1	0	0
FOUG	0	7	0	1	1	5
PIERRE-LA-TREICHE	0	1	0	1	0	0
JAILLON	0	2	0	1	0	1
ECROUVES	0	6	0	3	0	3
FRANCHEVILLE	0	3	0	0	2	1
TRONDES	0	1	0	0	0	1
DOMMARTIN-LES-TOUL	0	1	0	0	0	1
GYE	0	1	0	0	0	1
LANEUVILLE-DERRIERE-FOUG	0	1	0	0	0	1
TOTAL	0	49	0	12	5	32

C : conforme, CR : conforme avec réserves, NC : non conforme

Il y a 34,69 % de systèmes conformes sur la totalité contrôlé sur 2019. Les visites réalisées non prévues correspondent aux contrôles diagnostic pour les transactions immobilières.

2.1.1. Indicateurs de performance

D301.0 - Evaluation du nombre d'habitants desservis par le service public d'assainissement non Collectif

834 habitants

D302.0 - Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif

90/140

P301.3 - Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif

24,81%

2.1.1.1. Contrôle du neuf ou de la réhabilitation :

Pour cette prestation, il a été mis en place une redevance forfaitaire de 100,00 € adopté lors du conseil communautaire du 13/12/2018 pour l'exercice 2019. Cette redevance est décomposée comme suit pour

tenir compte du délai entre l'étude de la conception et la réalisation sur le terrain qui peut être supérieur à 1 an :

- Contrôle de conception : 50,00 €
- Contrôle de bonne exécution : 50,00 €

2.1.1.2. Contrôle du bon fonctionnement et de l'entretien :

Le montant de la redevance pour le contrôle du bon fonctionnement et de l'entretien (ou contrôle diagnostic de l'existant) a été fixé par délibération du conseil communautaire en date du 13/12/2018 pour l'exercice 2019 à 100,00 €.

Le montant du diagnostic réalisé dans le cadre d'une transaction immobilière est fixé à 120 €.

2.1.2. Financement des investissements

Sans objet pour 2019.

2.1.3. Prospective

Sur la base d'un bilan complet de l'état des installations existantes, il conviendra de se rapprocher de l'agence de l'eau Rhin-Meuse pour envisager un accompagnement des particuliers dans la réhabilitation de leurs installations.

Glossaire

Abonnement : L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné à l'opérateur pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif). (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008).

Assiette de la redevance d'assainissement : Volume total facturé aux usagers du service.

Bilans disponibles : sur une usine de dépollution, les bilans disponibles sont les bilans 24h réalisés, exception faite des bilans inutilisables

Capacité épuratoire : Capacité de traitement des ouvrages d'épuration donnée par le constructeur. Elle s'exprime en capacité épuratoire (kg de DBO₅/jour) et en capacité hydraulique (m³/jour) ou en équivalent habitant.

Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié : en attente de la définition par le Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables

Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié : en attente de la définition par le Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables

Conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié : en attente de la définition par le Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables

Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel pris en application de la police de l'eau : parmi les bilans de fonctionnement des équipements d'épuration réalisés sur 24h, nombre de bilans conformes aux objectifs de rejet spécifiés par l'arrêté préfectoral rapporté au nombre total de bilans (arrêté du 2 mai 2007)

Client (abonné) : personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc...). Le client est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les clients eau, les clients assainissement collectif et les clients assainissement non collectif. Le client perd sa qualité d'abonné à un point de service donné lorsque le service n'est plus délivré à ce point de service, quel que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé). (cf. circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008). Pour Veolia, un client correspond à un abonnement : le nombre de clients est égal au nombre d'abonnements.

DBO₅ : Demande biochimique en oxygène pendant 5 jours. La DBO₅ est un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

DCO : Demande chimique en oxygène. La DCO est un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

Equivalent habitant : Flux journalier moyen de pollution, correspondant à la quantité de DBO₅ (en grammes / jour) des eaux brutes en entrée de système de traitement divisé par 60. Un équivalent habitant (EH) rejette en effet 60 grammes de DBO₅ par jour.

Habitants : population INSEE des communes desservies après correction en cas de couverture partielle d'une commune. Dans le présent document, cette population est présentée avec double compte à partir de l'année 2007 incluse. Le terme « total majoré » signifie qu'est prise en compte la population fictive, authentifiée annuellement par arrêté ministériel et publiée par l'INSEE. En matière d'assainissement, on distingue la population de la zone d'assainissement collectif et celle de la zone d'assainissement non collectif, selon le zonage préalablement défini par la Collectivité.

Indice de conformité réglementaire des rejets : L'indice mesure la conformité des rejets aux prescriptions de rejet définies dans la réglementation ou dans l'arrêté préfectoral.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées (arrêté du 2 mai 2007) : la valeur de cet indice est comprise entre 0 et 100, avec le barème suivant :

0 point : absence de plans du réseau ou plans couvrant moins de 95 % du linéaire estimé du réseau de collecte hors branchements

10 points : existence d'un plan du réseau couvrant au moins 95 % du linéaire estimé du réseau de collecte hors branchements

20 points : mise à jour du plan au moins annuelle

Les 20 points ci-dessus doivent être obtenus avant que le service puisse bénéficier des points supplémentaires suivants :

- + 10 : informations structurelles complètes sur chaque tronçon (diamètre, matériau, année approximative de pose)
- + 10 : existence d'une information géographique précisant l'altimétrie des canalisations
- + 10 : localisation et description de tous les ouvrages annexes (postes de relèvement, déversoirs...)
- + 10 : dénombrement des branchements pour chaque tronçon du réseau (nombre de branchements entre deux regards de visite)
- + 10 : définition et mise en œuvre d'un plan pluriannuel d'enquête et d'auscultation du réseau
- + 10 : localisation et identification des interventions (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement)
- + 10 : existence d'un plan pluriannuel de travaux de réhabilitation et de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif chiffré portant sur au moins 3 ans)
- + 10 : mise en œuvre d'un plan pluriannuel de travaux de réhabilitation et de renouvellement

Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte (arrêté du 2 mai 2007) : la valeur de cet indice est comprise entre 0 et 120, les éléments indiqués aux points B et C suivants n'étant pris en compte que si la somme des points mentionnés au point A atteint 80. Pour des valeurs de l'indice comprises entre 0 et 80, l'acquisition de points supplémentaires est faite si les étapes précédentes sont réalisées, la valeur de l'indice correspondant à une progression dans la qualité de la connaissance du fonctionnement des réseaux.

A – Éléments communs à tous les types de réseaux

- + 20 : identification sur plan et visite de terrain pour localiser les points de rejets potentiels aux milieux récepteurs (réseaux de collecte des eaux usées non raccordés, déversoirs d'orage, trop pleins de postes de refoulement...)
- + 10 : évaluation sur carte et sur une base forfaitaire de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet (population raccordée et charges polluantes des établissements industriels raccordés)
- + 20 : réalisation d'enquêtes de terrain pour reconnaître les points de déversements et mise en œuvre de témoins de rejet au milieu pour identifier le moment et l'importance du déversement
- + 30 : réalisation de mesures de débit et de pollution sur les points de rejet, suivant les prescriptions définies par l'arrêté du 22 décembre 1994 relatif à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes
- + 10 : réalisation d'un rapport présentant les dispositions prises pour la surveillance des systèmes de collecte et des stations d'épuration des agglomérations d'assainissement et les résultats en application de l'arrêté du 22 décembre 1994 relatif à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes
- + 10 : connaissance de la qualité des milieux récepteurs et évaluation de l'impact des rejets sur le milieu récepteur

B – Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs

+ 10 : évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur, les émissaires concernés devant drainer au moins 70 % du territoire desservi en amont, les paramètres observés étant à minima la pollution organique (DCO) et l'azote organique total.

C – Pour les secteurs équipés en réseaux unitaires ou mixtes

+ 10 : mise en place d'un suivi de la pluviométrie caractéristique du système d'assainissement et des rejets des principaux déversoirs d'orage

Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif (arrêté du 2 mai 2007) : la valeur de cet indice est comprise entre 0 et 140, les éléments indiqués au point B suivant n'étant pas pris en compte si la somme des éléments mentionné au point A n'atteint pas 100.

A – Éléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en œuvre du service public d'assainissement non collectif

- + 20 : délimitation des zones d'assainissement non collectif par une délibération
- + 20 : application d'un règlement du service public d'assainissement non collectif approuvé par une délibération
- + 30 : mise en œuvre de la vérification de conception et d'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de huit ans
- + 30 : mise en œuvre du diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien des autres installations

B – Éléments facultatifs du service public d'assainissement non collectif

- + 10 : existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire l'entretien des installations
- + 20 : existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations
- + 10 : existence d'un service capable d'assurer le traitement des matières de vidange

Matières sèches (boues de dépollution) : Matières résiduelles après déshydratation complète des boues, mesurées en tonnes de MS

MES : Matières en suspension. Les MES sont un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau : est recensé le nombre de points du réseau de collecte des eaux usées (unitaire ou séparatif) nécessitant au moins 2 interventions par an (préventives ou curatives). Ce nombre est rapporté à 100 km de réseaux de collecte des eaux usées, hors branchements. (Arrêté du 2 mai 2007)

Réseau de collecte des eaux usées : Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression les eaux usées et unitaires issues des abonnés, du domaine public ou d'autres services de collecte jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué de la partie publique des branchements, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques. (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008)

Station d'épuration (ou usine de dépollution) : Ensemble des installations chargées de traiter les eaux collectées par le réseau de collecte des eaux usées avant rejet au milieu naturel et dans le respect de la réglementation (appelée aussi usine de traitement, STEP). (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008)

Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation : une filière est dite « conforme » si la filière de traitement est déclarée ou autorisée selon sa taille et si le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur. L'indicateur est le pourcentage de boues évacuées selon une filière conforme. Les refus de dégrillage et les boues de curage ne sont pas pris en compte. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers : le nombre de débordements et d'inondations correspond au nombre de demandes d'indemnisation présentées par des tiers, usagers ou non du service. Le taux de débordement est obtenu en rapportant le nombre de demandes d'indemnisation au millier d'habitants desservis. Les débordements résultant d'une obstruction du réseau due à l'utilisateur ne sont pas pris en compte. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées : Est défini comme le nombre d'abonnés du service public d'assainissement collectif rapporté au nombre potentiel d'abonnés de la zone relevant de l'assainissement collectif dans l'agglomération d'assainissement au sens de l'article R. 2224-6 du code général des collectivités territoriales. Le taux de desserte ne peut être établi qu'après définition des zones d'assainissement collectif et non collectif. On estime qu'un abonné est desservi par un réseau d'assainissement dès lors qu'un réseau existe devant l'immeuble. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux d'impayés : il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux de raccordement : Pourcentage des clients desservis effectivement raccordés au réseau d'assainissement (Nombre de clients effectivement raccordés / nombre de clients desservis). La politique en matière d'auto surveillance et d'assainissement non collectif doit être mise en parallèle de l'appréciation de l'indicateur.

Taux de réclamations : ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est à mettre en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix. (Arrêté du 2 mai 2007)

Les nouveaux textes de référence

Gestion des services publics locaux

Participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC)¹

Malgré la suppression de la participation pour raccordement à l'égout au 1^{er} juillet 2012, les services publics de collecte des eaux usées peuvent maintenir leur capacité de financement en continuant à percevoir une participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC), due par les propriétaires des immeubles soumis à l'obligation de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées.

La collectivité compétente en matière d'assainissement collectif assure le suivi et le contrôle de ces raccordements, afin que les propriétaires concernés versent cette participation. La collectivité détermine par délibération les modalités de calcul de cette participation qui peut être différente pour les constructions nouvelles et pour les constructions existantes. La PFAC tient compte de l'avantage d'être raccordés et de l'économie réalisée en évitant soit la réalisation d'une installation d'évacuation, soit la mise aux normes d'une telle installation.

Schéma d'assainissement collectif²

Les communes compétentes en matière d'assainissement sont invitées à une gestion patrimoniale des réseaux. A cet effet, elles ont l'obligation de réaliser un descriptif détaillé des réseaux d'assainissement, qui doit être établi avant le 31 décembre 2013. Les données incluses dans le descriptif détaillé sont cohérentes avec celles requises au titre de la nouvelle réglementation sur la sécurité des travaux à proximité des réseaux (dite « DICT »), ce descriptif est actualisé chaque année.

Fuites après compteurs : nouvelles modalités de facturation³

En cas d'augmentation anormale de sa consommation d'eau potable liée à une fuite sur une canalisation après compteur, l'abonné d'un local à usage d'habitation peut bénéficier d'un écrêtement de sa facture : il n'est pas tenu au paiement de la part de la consommation excédant le double de la consommation moyenne.

Le service d'eau, lorsqu'il constate cette augmentation anormale lors du relevé de compteur, doit en informer « sans délai » l'abonné, « par tout moyen et au plus tard lors de l'envoi de la facture établie d'après ce relevé ». L'abonné doit faire réparer la fuite par un professionnel dans le mois suivant cette information et attester de cette réparation : le service d'eau peut procéder à tout contrôle, sur pièces et sur place pour vérifier que la fuite a bien été localisée et que la réparation a été effectuée.

Le régime applicable au dégrèvement de la redevance d'assainissement en cas de fuite demeure inchangé : les volumes d'eau imputables aux fuites d'eau sur canalisation n'entrent pas dans le calcul de la redevance d'assainissement.

Assainissement non collectif

Les prescriptions techniques⁴ et les modalités d'exécution du contrôle⁵ ont été définies. Les obligations des propriétaires d'installations conçues, réalisées ou réhabilitées à partir du 1^{er} juillet 2012 sont précisées, et des indications sont données sur le dimensionnement des petites installations et les produits de construction des installations. Les modalités de contrôle des installations sont simplifiées et le contenu du contrôle est précisé selon qu'il s'agit d'une installation neuve (réalisée après le 9 octobre 2009) ou existante. Les conditions rendant obligatoires les travaux sur des installations existantes sont clarifiées. En cas de vente immobilière, la commune peut effectuer un nouveau contrôle de l'installation à la demande et à la charge du propriétaire. La fréquence des contrôles ne peut excéder 10 ans.

1 Loi de finances rectificative du 14 mars 2012 (art.30).

2 Décret n° 2012-97 du 27 janvier 2012.

3 Décret n°2012-1078 du 24 septembre 2012.

4 Arrêté du 7 mars 2012.

5 Arrêté du 27 avril 2012.

Autorisations d'urbanisme et ANC⁶. Les demandes d'autorisation d'urbanisme déposée depuis le 1^{er} mars 2012 doivent comporter le document attestant de la conformité du projet d'installation

d'assainissement non collectif dans le cas où le projet est accompagné de la réalisation ou de la réhabilitation d'une telle installation.

Travaux à proximité des réseaux : nouvelles contraintes⁷

La préparation et l'exécution des travaux effectués à proximité des réseaux doivent suivre des règles précises, et ce pour prévenir leurs conséquences néfastes pour la sécurité des personnes et des biens, la protection de l'environnement et la continuité des services aux usagers.

Les exploitants de réseaux doivent ainsi préciser la localisation géographique des différents ouvrages concernés et déclarer leurs réseaux sur un guichet unique (www.reseaux-et-canalizations.gouv.fr), moyennant une redevance⁸ (sauf si le réseau n'atteint pas 300 km). L'incertitude sur la localisation géographique d'un ouvrage en service peut remettre en cause le projet de travaux ou modifier les conditions techniques ou financières de leur réalisation.

A compter du 1er juillet 2013, des investigations complémentaires de localisation doivent, le cas échéant, être effectuées sous la responsabilité du responsable du projet et confiées à un prestataire certifié si la réponse des exploitants aux DT/ DICT révèle que la cartographie des réseaux sensibles en zone urbaine est d'une précision insuffisante. Les exploitants de réseaux pour leur part sont tenus de mettre en œuvre un processus d'amélioration continue des données cartographiques de leurs réseaux enterrés en service, reposant notamment sur l'exploitation des résultats des investigations complémentaires effectuées par les maîtres d'ouvrage de travaux.

SIG & déclaration unique CNIL⁹

La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) élargit l'autorisation unique de traitements de données à caractère personnel accordée aux collectivités territoriales pour la gestion de l'urbanisme ou du SPANC à tous les systèmes d'information géographique (SIG) utilisés dans le cadre d'un service public.

Transfert des pouvoirs de police assainissement¹⁰

Le président de l'EPCI ou du groupement de collectivités territoriales peut renoncer, pendant les 6 mois suivant son élection, mais aussi dans les 6 mois suivant le transfert des compétences à ce que les pouvoirs de police spéciale des maires des communes membres (assainissement, déchets ménagers) lui soient transférés de plein droit.

Gestion clientèle

Norme simplifiée sur la gestion des fichiers clients et prospects¹¹. Actualisée par la CNIL le 13 juillet 2012, avec l'objectif affiché d'assurer un plus grand équilibre entre les besoins des professionnels et le respect de la vie privée et des droits des clients et prospects, la nouvelle norme permet aux entreprises de satisfaire à leurs obligations déclaratives de manière extrêmement simple et rapide. Le traitement des données peut avoir pour finalité le suivi de la relation client (réalisation d'enquêtes de satisfaction, gestion des réclamations et services après-vente).

En faveur des clients, un certain nombre de points sont précisés et/ou clarifiés : durée de conservation des données (3 ans), durée de conservation des données relatives aux pièces d'identité (1 an), aux cartes bancaires (13 mois ou plus longtemps avec l'accord du client), modalités pratiques d'information des personnes, notamment en matière de recueil du consentement et de droit d'opposition ; mesures de sécurité à prendre pour assurer la confidentialité des données.

Les organismes publics ou privés qui ont effectué une déclaration simplifiée sous le cadre de l'ancienne norme simplifiée doivent s'assurer qu'ils respectent bien les termes de la nouvelle norme au plus tard de 13 juillet 2013.

6 Décret n° 2012-274 du 28 février 2012.

7 Arrêté du 15 février 2012, arrêté du 28 juin 2012, décret n° 2012-970 du 20 août 2012.

8 Arrêté du 3 septembre 2012.

9 Délibération CNIL n°2012-087 du 29 mars 2012.

10 Loi n° 2012-281 du 29 février 2012.

11 Norme n°48 éditée par la CNIL.

Prélèvements. La mise en œuvre de l'espace unique de paiements en euros¹² (SEPA) à compter du 1^{er} février 2014 introduira des modifications dans le processus de gestion clientèle.

Risques professionnels¹³

L'exposition professionnelle à certains agents chimiques dangereux ne doit pas dépasser certaines valeurs limites. Des contrôles techniques seront opérés à compter 1^{er} janvier 2014.

Polices de l'environnement : harmonisation & simplification¹⁴

A compter du 1^{er} juillet 2013, le contrôle de la bonne application du droit de l'environnement est simplifié et un corps d'inspecteurs de l'environnement est créé. Les dispositifs de la police des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et de la police de l'eau qui ont fait leur preuve sont étendus à tous les autres domaines de l'environnement.

Les mesures et sanctions pénales sont harmonisées. Les atteintes à l'eau et aux milieux aquatiques peuvent être ainsi punies de deux ans d'emprisonnement et de 75 000 € d'amende. Les sanctions seront aggravées lorsque les faits sont commis malgré une décision de mise en demeure ou s'ils portent gravement atteinte à la santé ou à la sécurité des personnes ou provoquent une dégradation substantielle de la faune et de la flore, ou de la qualité de l'air, de l'eau ou du sol. Un dispositif de peines complémentaires est prévu (remise en état, affichage des condamnations, confiscation). Les personnes morales peuvent encourir des peines complémentaires.

La possibilité de transiger est généralisée. Déjà prévue dans le domaine de l'eau et de la pêche en eau douce et des parcs nationaux, cette possibilité est étendue à tous les domaines régis par le code de l'environnement. La transaction ne reste possible que pour les délits et les contraventions de 5^{ème} classe. Le montant de la transaction ne peut dépasser 1/3 du montant de l'amende.

Eaux usées et déchets

Réutilisation des eaux usées traitées¹⁵

Selon un avis de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) de mars 2012, la réutilisation d'eaux usées traitées (REUT) pour l'irrigation de cultures ou l'arrosage d'espaces verts constitue une alternative intéressante, notamment pour préserver la ressource en eau, en cas de période de sécheresse prolongée par exemple, ou dans des zones de faible disponibilité des ressources en eau au regard des différents usages. L'Anses évalue toutefois les risques pour les voies respiratoires et cutanéomuqueuses liés à cette réutilisation et émet plusieurs recommandations.

Garanties financières des ICPE¹⁶

L'obligation de constituer des garanties financières, est étendue à de nouvelles installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) parmi lesquelles, dans le domaine des déchets, les installations de transit, regroupement, tri ou traitement relevant des régimes d'autorisation ou d'enregistrement, susceptibles d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux. Ces obligations s'appliquent aux installations nouvelles à compter du 1^{er} juillet 2012 et les installations existantes ont 6 ans pour se mettre en conformité.

Protection de la ressource

Des compléments sont apportés aux critères d'évaluation et procédures à suivre pour établir l'état des eaux souterraines et les tendances significatives et durables à la hausse de dégradation de leur état chimique¹⁷.

En 2013, les tarifs maximums de la redevance pour pollution de l'eau sont augmentés pour certaines substances dangereuses pour l'environnement rejetées dans les masses d'eau souterraines et superficielles¹⁸.

12 Règlement européen n°260/2012 du 14 mars 2012.

13 Décret n° 2012-746 du 9 mai 2012 & arrêté du 9 mai 2012.

14 Ordonnance n° 2012-34 du 11 janvier 2012.

15 <http://www.anses.fr/Documents/EAUX2009sa0329Ra.pdf>

16 Décret n° 2012-633 du 3 mai 2012. Arrêtés du 31 mai 2012.

17 Arrêté du 2 juillet 2012.

Le stockage souterrain de CO₂ est exclu des interdictions, mais l'opération doit être réalisée dans le respect de certaines conditions¹⁹. Le taux maximal de la redevance pour modernisation des réseaux de collecte est relevé de 0,15 à 0,30 euro par mètre cube. Les plafonds de la redevance prélèvement sont également augmentés pour tous les usages²⁰.

La liste des substances toxiques, cancérigènes, mutagènes ou présentant des dangers pour l'environnement, soumises à redevance pour pollutions diffuses, a été actualisée et est applicable au 1^{er} janvier 2013²¹. A partir du 1^{er} janvier 2013 les fabricants, importateurs ou distributeurs d'une quantité minimale de 100 grammes par an de substance à l'état nanoparticulaire doivent procéder à une déclaration annuelle de celle-ci auprès du ministère de l'Ecologie²². Ce dispositif a pour objet de mieux connaître les nanomatériaux et leurs usages, de disposer d'une traçabilité des filières d'utilisation, d'une meilleure connaissance du marché et des volumes commercialisés et de collecter les informations disponibles sur les propriétés toxicologiques et éco-toxicologiques.

Schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE)²³

L'autorité administrative en charge du SDAGE fixe la liste des dérogations à l'objectif du bon état des eaux d'ici 2015 sans avoir à attendre la révision du SDAGE prévue tous les 6 ans et après mise à disposition du public (6 mois minimum), notamment par voie électronique.

Protection des milieux

Nitrates d'origine agricole : le contenu des plans d'action Régionaux contre les algues vertes est renforcé²⁴ par des actions proportionnées et adaptées aux spécificités locales. Dans les zones de captage de l'eau destinée à la consommation humaine dont la teneur en nitrate dépasse 50 mg/l et les bassins connaissant d'importantes marées vertes sur les plages et définis par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE), le préfet de Région peut mettre en place une surveillance annuelle de l'azote épandu de toutes origines. Le plan national prévoit de limiter le taux de nitrates entre 10 et 25 milligrammes par litre (mg/l) dans les cours d'eau.

Les travaux courants d'entretien et de restauration des milieux aquatiques sont dispensés d'enquête publique lorsqu'aucune participation financière n'est demandée aux intéressés et qu'il n'est procédé à aucune expropriation. La possibilité de recourir à l'expropriation est étendue aux opérations de restauration des milieux aquatiques²⁵.

Fonds d'investissement pour la biodiversité & trames verte et bleue²⁶. Il est créé un fonds d'investissement pour la biodiversité et la restauration écologique. Un comité consultatif composé notamment de représentants issus du Comité national « trames verte et bleue », émet des recommandations sur l'utilisation du fonds.

Stratégie nationale « mer-littoral » (SNML)²⁷. La SNML a vocation à coordonner toutes les politiques sectorielles s'exerçant en mer ou sur le littoral. Dans une perspective de gestion intégrée des espaces, elle doit comporter les orientations relatives notamment à la protection des milieux, des ressources, à la prévention des risques, au développement durable des activités économiques.

Réforme des enquêtes publiques²⁸

La réforme de la procédure et du déroulement de l'enquête publique devrait rendre celle-ci plus efficace. Le regroupement d'enquêtes en une enquête unique est facilité en cas de pluralité de maîtres d'ouvrage ou de réglementations distinctes. D'une manière générale, l'expression et la prise en compte des points de vue devrait être renforcée.

18 Loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 (art. 124).

19 Arrêté du 23 juillet 2012.

20 Loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 (art. 124).

21 Arrêté du 3 octobre 2012.

22 Arrêté du 6 août 2012.

23 Loi n° 2012-387 du 22 mars 2012.

24 Décrets n°s 2012-675 et 2012-676 du 7 mai 2012. Arrêté du 7 mai 2012.

25 Loi n° 2012-387 du 22 mars 2012.

26 Décret n° 2012-228 du 16 février 2012.

27 Décret n° 2012-219 du 16 février 2012.

28 Décret n°s 2011-2018 & 2011-2021 du 29 décembre 2011.

Evaluation des incidences environnementales

Réforme des études d'impact²⁹. La réforme précise les seuils en fonction desquels soit une étude d'impact est obligatoire en toutes circonstances ou au cas par cas. L'un des apports majeurs de la réforme est d'ouvrir la possibilité d'un suivi systématique de l'application des mesures préconisées par l'étude d'impact, sauf dans quelques domaines limités. L'étude d'impact, trop souvent considérée comme un simple rapport, va ainsi davantage être envisagée comme un processus.

Evaluation de programmes environnementaux³⁰. La procédure d'évaluation des plans et programmes (dont le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux –SDAGE- et son complément, le SAGE) ayant une incidence sur l'environnement, applicable au 1er janvier 2013, est précisée. L'évaluation environnementale doit être proportionnée à l'importance du document. L'avis qui en découle sur les documents de planification est rendu public.

Evaluation environnementale des documents d'urbanisme³¹. Les documents d'urbanisme qui, à partir du 1er février 2013, font l'objet d'une évaluation environnementale soit de manière systématique, soit après un examen au cas par cas par l'autorité administrative de l'Etat désignée à cet effet, sont notamment les directives territoriales d'aménagement et de développement durables (DTADD), le schéma directeur de la Région, les schémas de cohérence territoriale (SCOT), les plans locaux d'urbanisme (PLU) et certaines cartes communales. A noter. Les documents d'urbanisme dont la procédure d'élaboration ou de révision sera particulièrement avancée au 1er février 2013 ne seront pas soumis aux nouvelles règles d'évaluation environnementale.

Gestion des risques « inondations »

Identification des territoires d'action prioritaire³². L'objectif est de caractériser l'importance des risques d'inondation (impacts potentiels sur la santé humaine et sur l'activité économique) et, par conséquent, d'identifier les territoires pour lesquels il existe un risque important. Ces impacts doivent notamment être évalués «au regard de la population permanente résidant en zone potentiellement inondable et du nombre d'emplois situés en zone potentiellement inondable ». Cette identification doit en principe être achevée depuis fin septembre 2012

²⁹Décret n° 2011-2019 du 29 décembre 2011.

³⁰Décret n° 2012-616 du 2 mai 2012.

³¹Décret n°2012-995 du 23 août 2012.

³²Arrêté du 27 avril 2012.

Annexe 1 : recensement des activités industrielles

Annexe 2 : factures pour 120 m³ de consommation d'eau

Annexe 3 : indicateurs techniques du service

Annexe 4 : rapport du délégataire

Annexe 5 : note d'information de l'agence de l'eau Rhin-Meuse